

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du deuxième trimestre de 2021

Performance de la Banque HSBC pour le deuxième trimestre de 2021

Trimestre clos le 30 juin 2021

Total du résultat
d'exploitation

547 M\$ ↑ 9 %

(502 M\$ en 2020)

Bénéfice avant la charge d'impôt
sur le résultat

259 M\$ ↑ 3 138 %

(8 M\$ en 2020)

Bénéfice/(perte) attribuable à
l'actionnaire ordinaire

179 M\$ ↑ s. o.²

((8) M\$ en 2020)

Semestre clos le 30 juin 2021

Total du résultat
d'exploitation

1 076 M\$ ↑ 2,7 %

(1 048 M\$ en 2020)

Bénéfice avant la charge d'impôt
sur le résultat

491 M\$ ↑ 464 %

(87 M\$ en 2020)

Bénéfice attribuable à
l'actionnaire ordinaire

337 M\$ ↑ 633 %

(46 M\$ en 2020)

Au 30 juin 2021

Total de l'actif

114,1 G\$ ↓ 2,8 %

(117,3 G\$ au 31 déc. 2020)

Ratio des capitaux propres
ordinaires de catégorie 1¹

14,0 % ↑ 30 pb

(13,7 % au 31 déc. 2020)

En guise de commentaire sur les résultats, Linda Seymour, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« Ce trimestre, nos résultats surpassent tous ceux enregistrés depuis le troisième trimestre de 2018, les perspectives économiques s'étant améliorées et la résilience de nos clients ayant permis une hausse du bénéfice de nos trois secteurs d'activité. L'intensification des activités de notre clientèle signale encore que les particuliers et les entreprises que nous servons préparent leur avenir post-pandémique. Ainsi, les fonds d'investissement sous gestion et les prêts garantis par des biens immobiliers de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ont fortement augmenté et la croissance des prêts et des dépôts des Services aux entreprises s'est accélérée.

Il est évident que nos clients cherchent à reconstruire de manière plus durable, et plusieurs d'entre eux souhaitent que nous les accompagnions sur la voie de la transition. Comme nous l'avons fait dans les 40 dernières années, nous sommes là pour les aider, leur proposant une gamme croissante de services numériques, des produits de financement écologiques et durables ainsi que les ressources internationales dont ils ont besoin. »

- ¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux PCGR » figurant dans le rapport de gestion pour une description des mesures financières non conformes aux PCGR.
- ² La mention « s. o. » est indiquée lorsque le calcul a donné un ratio négatif.

Principaux prix et distinctions

HSBC Horizon Patrimoine : Meilleure expérience de robot-conseiller
The Digital Banker (2021)

Palmarès des 50 entreprises les plus socialement responsables au Canada
Corporate Knights (2012 - 2021)

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	42
Notes annexes	47
Renseignements à l'intention des actionnaires	55

Nos secteurs d'activité mondiaux¹

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de trois secteurs d'activité mondiaux et d'un centre général qui bénéficient du soutien de plusieurs fonctions d'entreprise et de nos équipes responsables des services numériques.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés primaires des titres de créance et des actions, du commerce international ou du financement des comptes clients.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Trimestre clos le 30 juin 2021

Total du résultat d'exploitation

254 M\$	↑ 11 %	76 M\$	↓ 25 %	209 M\$	↑ 16 %
(229 M\$ en 2020)		(101 M\$ en 2020)		(180 M\$ en 2020)	

Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat

191 M\$	↑ s. o. ²	49 M\$	↑ 81 %	54 M\$	↑ 286 %
((14) M\$ en 2020)		(27 M\$ en 2020)		(14 M\$ en 2020)	

Semestre clos le 30 juin 2021

Total du résultat d'exploitation

493 M\$	↓ 0,4 %	157 M\$	↓ 11 %	416 M\$	↑ 7,5 %
(495 M\$ en 2020)		(177 M\$ en 2020)		(387 M\$ en 2020)	

Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

342 M\$	↑ 936 %	107 M\$	↑ 133 %	91 M\$	↑ 112 %
(33 M\$ en 2020)		(46 M\$ en 2020)		(43 M\$ en 2020)	

Au 30 juin 2021

Actifs des clients³

30,1 G\$	↑ 6,1 %	4,3 G\$	↓ 16 %	34,0 G\$	↑ 7,8 %
(28,3 G\$ au 31 déc. 2020)		(5,1 G\$ au 31 déc. 2020)		(31,6 G\$ au 31 déc. 2020)	

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de trois secteurs d'activité mondiaux. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 16 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Les résultats correspondants du centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation : (8) M\$ pour le trimestre et (10) M\$ pour le semestre (total du résultat d'exploitation : (8) M\$ pour le trimestre et (11) M\$ pour le semestre en 2020), bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat : perte de 35 M\$ pour le trimestre et de 49 M\$ pour le semestre (perte de 19 M\$ pour le trimestre et de 35 M\$ pour le semestre en 2020) et actifs des clients : néant (néant en 2020).

² La mention « s. o. » est indiquée lorsque le calcul a donné un ratio négatif.

³ Les actifs des clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	3
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	3
À propos de la HSBC	4
Répercussions de la COVID-19 et notre réaction	4
Utilisation de mesures financières non conformes aux PCGR	6
Faits saillants financiers	7
Performance financière	8
Évolution de la situation financière	12
Secteurs d'activité mondiaux	13
Sommaire de la performance trimestrielle	17
Survol et perspectives économiques	18
Faits nouveaux en matière de réglementation	19
Questions comptables	20
Arrangements hors bilan	20
Instruments financiers	20
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	21
Transactions avec des parties liées	21
Risques	22
Capital	40
Actions en circulation et dividendes	41

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021, en comparaison avec ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021 (« états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2020*. Ce rapport de gestion est daté du 27 juillet 2021, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2020 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un astérisque (*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À

moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2020* de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2020*, la rubrique « Gestion des risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, de gestion du capital, de liquidité et de financement ainsi que de marché, le risque lié à la résilience, le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les cybermenaces et l'accès non autorisé aux systèmes, les modifications de nos notations de crédit, le risque lié aux changements climatiques, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. Notre capacité à concrétiser nos priorités stratégiques et à gérer de manière proactive les exigences du cadre réglementaire dépend du perfectionnement et de la fidélisation de nos cadres dirigeants et

de nos employés les plus performants. Demeurer en mesure de recruter, de perfectionner et de conserver à notre emploi du personnel compétent dans un marché du travail touché par la pandémie de COVID-19 se révèle difficile. Nous surveillons les risques liés aux ressources humaines en veillant à la santé mentale et au bien-être de nos employés, surtout en ces temps de pandémie. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une pandémie, une catastrophe écologique ou un acte terroriste. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2020* renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document est en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au Canada et a récemment célébré son 40^e anniversaire d'existence. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au pays à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de trois secteurs d'activité mondiaux, soit les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, ainsi que ceux en Europe et en Asie.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère de la Banque HSBC Canada, est situé à Londres. Le Groupe HSBC sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 64 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 2 976 G\$ US au 30 juin 2021, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

« Un monde d'occasions à découvrir », voilà ce qui définit notre raison d'être. Nous sommes ici pour mettre nos compétences, nos capacités, notre éventail de produits et notre vaste expérience au service de nos clients et ainsi les faire profiter d'une foule d'occasions. Nous regroupons les gens, les idées et les capitaux qui favorisent la réussite et la croissance, aidant de ce fait à créer un monde meilleur pour nos clients, notre personnel et nos collectivités et à protéger la planète.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères.

Répercussions de la COVID-19 et notre réaction

La pandémie de COVID-19 a eu et continue d'avoir de lourdes conséquences pour les gens, les entreprises, les collectivités et les économies partout dans le monde. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour obtenir une description de ces répercussions et des mesures que nous avons prises en 2020. Notre priorité demeure la sécurité de nos employés et de nos clients et nous entendons jouer notre rôle dans la reprise économique au pays.

Au Canada, l'État a imposé des restrictions quant aux déplacements de la population et à l'interaction sociale à compter de mars 2020, ce qui a grandement nui à l'activité économique. Plus d'un an après, la distribution de vaccins au pays va bon train et le gouvernement fédéral a, sous réserve du respect d'autres exigences, levé les restrictions imposées aux Canadiens pleinement vaccinés qui reviennent de l'étranger, et plusieurs provinces ont également commencé à assouplir les leurs. Cependant, la situation demeure instable étant donné qu'à l'échelle mondiale les cas d'infection aux variants se multiplient et que, dans de nombreux pays, les taux de vaccination demeurent faibles.

Clients, employés et collectivités

Au Canada, les services bancaires sont considérés comme des services essentiels et, depuis la mi-mars 2020, nous menons nos activités en accord avec notre plan de continuité des opérations afin d'assurer le maintien des services aux clients de tous nos secteurs d'activité. Les directives des autorités sanitaires continueront de guider toutes nos mesures.

Cherchant à réduire le risque et à limiter l'étendue et les répercussions de cette crise sanitaire publique, environ 95 % de notre personnel hors succursales travaille toujours depuis la maison grâce à de nouvelles solutions technologiques, et nous prévoyons que ce sera le cas dans un avenir prévisible.

Afin de réduire le stress supplémentaire que crée, chez notre personnel, cette situation exceptionnelle, nous continuons de lui offrir des programmes de mieux-être, dont ceux en santé mentale. Dans le cas des employés qui se doivent d'être sur place pour s'acquitter de fonctions critiques, nous appliquons des mesures de précaution, dont un nettoyage accru, des écrans protecteurs ainsi que des procédés de contrôle et de vérification des employés et des clients. Nos succursales sont ouvertes, et nous constatons toujours que le recours à nos canaux numériques et à nos centres d'appels augmente. Nous communiquons régulièrement avec tous nos clients pour les informer de nos programmes de services et ainsi les aider à gérer les conséquences de cette crise sur leurs finances, et nous offrons des solutions flexibles à ceux qui éprouvent des difficultés financières. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de crédit », page 21, pour obtenir plus de détails sur les programmes d'allègement que nous offrons à notre clientèle.

Organismes de réglementation et gouvernements

Nous participons activement aux programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral et la Banque du Canada et aidons nos clients les plus touchés par la pandémie. Ces programmes comprennent le programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (« CUEC ») et le Programme de crédit aux entreprises (« PCE »), lequel regroupe les programmes d'aide de la Banque de développement du Canada (« BDC ») et d'Exportation et développement Canada (« EDC »), ainsi que le Programme de crédit pour les secteurs très touchés (« PCSTT ») de la BDC. Au 30 juin 2021, l'encours des prêts accordés à nos clients en vertu de ces programmes totalisait 536 M\$. Aucune nouvelle demande de prêt aux termes du CUEC n'est acceptée depuis le 30 juin 2021, et nous continuons de soutenir nos clients par voie des programmes d'aide qui sont toujours en vigueur.

Pour plus de détails sur les faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite, page 19.

Incidence sur les risques

Nous avons également pris en compte l'incidence de cette crise sur le risque lié aux crimes financiers et sur la conformité à la réglementation. Ainsi, durant cette période fort difficile, la banque ne relâche pas sa vigilance à l'égard de ses contrôles des risques puisque, dans de telles circonstances, les activités malveillantes, telles les cyberattaques et les fraudes, ont tendance à augmenter.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants, qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Incidence sur les résultats financiers

La conjoncture macroéconomique prospective s'étant améliorée au premier semestre de 2021, la banque a procédé à une reprise de 56 M\$ de pertes de crédit attendues, soit essentiellement celles liées à des prêts productifs, compte tenu d'une charge liée à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie. Pour le même semestre de l'exercice précédent, une charge de 330 M\$ avait été inscrite, et ce, en raison surtout de la constatation de provisions élevées en lien avec des prêts productifs par suite des répercussions de la pandémie de COVID-19. Ces éléments sont décrits plus en détail à la rubrique « Risque de crédit », page 21, du présent rapport de gestion. Bien que les produits aient augmenté de 45 M\$, ou 9 %, pour le trimestre et de 28 M\$, ou 2,7 %, pour le semestre, ce qui témoigne de la relance économique, l'incertitude engendrée par cette pandémie continue de perturber l'activité économique à l'échelle mondiale, et elle pourrait encore nuire aux activités et aux résultats financiers de la Banque HSBC Canada.

Depuis le début de la pandémie et afin de pouvoir combler les besoins de ses clients, la banque a maintenu des niveaux élevés de fonds propres, lesquels demeurent nettement supérieurs aux niveaux minimums que la réglementation lui impose. Son ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 était de 14,0 % au 30 juin 2021, contre 13,7 % au 31 décembre 2020 et 12,3 % au 30 juin 2020. Quant à ses niveaux de liquidités, ils continuent eux aussi de dépasser les seuils exigés par la réglementation. Son ratio de liquidité à court terme moyen est passé à 145 % pour le trimestre clos le 30 juin 2021, une réduction planifiée comparativement à 188 % pour celui clos le 31 décembre 2020 et à 193 % pour celui clos le 30 juin 2020.

La Banque HSBC Canada fait partie de l'un des plus grands groupes bancaires au monde. Le Canada est un marché international clé pour la HSBC, les actifs totalisant 114 G\$ au pays et 2 976 G\$ US à l'échelle mondiale au 30 juin 2021. La position de la HSBC en matière de capital, de financement et de liquidité est excellente, et c'est avec ardeur que nous continuerons de soutenir l'économie canadienne, notre clientèle et la population en général en ces temps difficiles et au fil de la reprise.

Utilisation de mesures financières non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la banque utilise notamment des mesures financières dérivées des résultats qu'elle publie. Or, ces mesures ne sont ni présentées dans les états financiers consolidés ni définies aux termes des IFRS. Elles sont considérées comme non conformes aux principes comptables généralement reconnus (les « PCGR »); il est donc improbable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Les mesures financières non conformes aux PCGR suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long du présent document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période, divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **ratio du levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée et exprimée en pourcentage de la

moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée sur les actifs de stade 3 et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues² sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées et exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La mesure financière supplémentaire qui suit, laquelle est établie à partir des chiffres calculés selon les IFRS, est utilisée tout au long du présent document.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

- 1 La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.*
- 2 La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.*

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le		Semestre clos le	
		30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
Performance financière de la période					
Total du résultat d'exploitation		547	502	1 076	1 048
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)		40	(190)	56	(330)
Charges d'exploitation		(328)	(304)	(641)	(631)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		259	8	491	87
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		179	(8)	337	46
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,32	(0,01)	0,61	0,09
Mesures financières (%)					
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire	1	12,6	(0,6)	11,9	1,7
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	2	2,6	0,1	2,5	0,4
Ratio d'efficacité		60,0	60,6	59,6	60,2
Ratio du levier d'exploitation		1,1	1,9	1,1	1,3
Marge d'intérêts nette		1,24	0,93	1,18	1,12
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	3	s. o.	1,13	s. o.	0,99
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,02	0,32	0,07	0,27
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		38,5	43,6	38,5	43,6
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,12	0,10	0,09	0,11

	Notes	Au	
		30 juin 2021	31 déc. 2020
Situation financière à la clôture de la période			
Total de l'actif		114 063	117 347
Prêts et avances à des clients		65 075	61 002
Comptes des clients		70 184	71 950
Ratio des prêts et avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	92,7	84,8
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		5 752	5 782
Mesures financières non conformes aux PCGR qui concernent le capital, le levier et la liquidité			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	2	14,0	13,7
Ratio du capital de catégorie 1 (%)		16,8	16,4
Ratio du capital total (%)		19,4	19,0
Ratio de levier (%)		6,1	6,0
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)		39 265	40 014
Ratio de liquidité à court terme (%)	4	145	188

1 Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux PCGR » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux PCGR.

2 La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

3 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.

4 Le ratio de liquidité à court terme (« LCR ») indiqué dans ce tableau a été calculé à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021 M\$	30 juin 2020 M\$	30 juin 2021 M\$	30 juin 2020 M\$
Produits d'intérêts nets	306	249	588	567
Produits de commissions nets	196	178	392	356
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	28	47	58	73
Autres éléments de produits	17	28	38	52
Total du résultat d'exploitation	547	502	1 076	1 048
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	40	(190)	56	(330)
Résultat d'exploitation net	587	312	1 132	718
Total des charges d'exploitation	(328)	(304)	(641)	(631)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	259	8	491	87
Charge d'impôt sur le résultat	(69)	(3)	(132)	(16)
Bénéfice de la période	190	5	359	71

Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire

Poursuivant sur la lancée amorcée dans la seconde moitié de 2020, le bénéfice avant impôt de tous nos secteurs d'activité mondiaux s'est amélioré, ce qui a nous a permis d'enregistrer nos meilleurs résultats trimestriels depuis le troisième trimestre de 2018. Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a atteint 259 M\$ pour le trimestre, ayant bondi de 251 M\$, ou 3 138 %, et il s'est chiffré à 491 M\$ pour le semestre, ce qui rend compte d'une progression de 404 M\$, ou 464 %.

Le total du résultat d'exploitation de 547 M\$ pour le trimestre et de 1 076 M\$ pour le semestre signale des hausses respectives de 45 M\$, ou 9 %, et de 28 M\$, ou 2,7 %, sur un an. Les produits d'intérêts nets du trimestre et du semestre ont augmenté à la faveur de l'accroissement des marges d'intérêts nettes. Pour le trimestre, les produits de commissions nets ont monté en raison de la hausse des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et de l'augmentation des commissions tirées des facilités de crédit, les volumes des acceptations bancaires des Services aux entreprises s'étant accrus. Pour le semestre, à ces facteurs se sont ajoutées une augmentation des commissions générées par les services-conseils des Services bancaires internationaux et marchés et l'intensification des activités de

courtage en ligne de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. Dans le trimestre et le semestre, ces hausses ont été annulées en partie par le recul des produits de négociation et des autres produits d'exploitation étant donné qu'un an plus tôt, un profit lié à l'extinction de la dette associée aux débiteures subordonnées qui avaient été rachetées avait été constaté, et par la diminution des profits réalisés à la cession de placements financiers.

Pour le trimestre et le semestre, les pertes de crédit attendues ont consisté en des reprises de 40 M\$ et de 56 M\$, respectivement, les variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs s'étant améliorées. De plus, la reprise enregistrée pour le semestre a été atténuée par une charge liée à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie. La charge constatée un an plus tôt reflétait l'incidence d'une forte détérioration des données économiques prospectives concernant les prêts productifs à cause de la pandémie ainsi que les pertes de valeur liées aux prêts non productifs par suite du recul des prix du pétrole.

Le total des charges d'exploitation a augmenté de 24 M\$, ou 7,9 %, pour le trimestre et de 10 M\$, ou 1,6 %, pour le semestre, car nous avons procédé à des investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité et d'instaurer un modèle de travail hybride, tout en gérant nos coûts avec prudence.

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 57 M\$, ou 23 %, pour le trimestre par suite de l'amélioration des marges qu'ont permise la réduction des volumes des passifs portant intérêt et des changements dans la composition des actifs, les placements financiers ayant diminué au profit des prêts à des clients.

Les produits d'intérêts nets ont augmenté de 21 M\$, ou 3,7 %, pour le semestre en raison des facteurs énoncés ci-dessus, ce qui a été contrebalancé en partie par la compression des marges au premier trimestre en regard de celles dégagées un an plus tôt, compressions causées par les réductions de taux par les banques centrales en 2020.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

Note	Trimestre clos le						Semestre clos le					
	30 juin 2021			30 juin 2020			30 juin 2021			30 juin 2020		
	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	14 397	8	0,24	11 833	6	0,23	14 826	17	0,24	6 468	7	0,25
Prêts et avances à des clients	63 763	411	2,58	62 929	441	2,82	62 857	817	2,62	62 569	965	3,10
Prises en pension à des fins autres que de transaction	5 765	4	0,31	7 433	9	0,47	5 754	9	0,32	7 561	48	1,27
Placements financiers	14 151	22	0,61	24 429	74	1,21	16 292	52	0,64	24 214	175	1,45
Autres actifs productifs d'intérêts	533	1	0,61	1 478	—	0,08	529	2	0,58	1 304	3	0,48
Total des actifs productifs d'intérêts (A)	98 609	446	1,82	108 102	530	1,97	100 258	897	1,80	102 116	1 198	2,37
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	3 617	8	0,83	4 109	9	0,91	3 559	15	0,83	4 075	25	1,23
Actifs non productifs d'intérêts	10 171	—	—	15 599	—	—	10 871	—	—	13 759	—	—
Total	112 397	454	1,62	127 810	539	1,69	114 688	912	1,60	119 950	1 223	2,06

1 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

Notes	Trimestre clos le						Semestre clos le					
	30 juin 2021			30 juin 2020			30 juin 2021			30 juin 2020		
	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût
	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Dépôts effectués par des banques	1 140	—	0,03	1 535	1	0,35	1 113	—	0,03	1 335	2	0,31
Comptes des clients	61 758	51	0,33	63 145	149	0,95	62 422	120	0,39	60 188	344	1,15
Mises en pension à des fins autres que de transaction	4 013	3	0,30	5 169	5	0,39	3 626	6	0,33	6 932	43	1,26
Titres de créance émis et créances subordonnées	14 065	69	1,98	22 899	108	1,89	15 639	149	1,92	19 505	208	2,14
Autres passifs portant intérêt	2 858	17	2,26	3 121	18	2,38	2 747	34	2,45	2 683	34	2,58
Total des passifs portant intérêt (B)	83 834	140	0,67	95 869	281	1,18	85 547	309	0,73	90 643	631	1,40
Passifs détenus à des fins de transaction	3 340	8	0,94	2 993	6	0,80	3 380	15	0,89	2 761	15	1,11
Comptes courants ne portant pas intérêt	7 939	—	—	6 229	—	—	7 712	—	—	5 972	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt	17 284	—	—	22 719	—	—	18 049	—	—	20 574	—	—
Total	112 397	148	0,53	127 810	287	0,90	114 688	324	0,57	119 950	646	1,09
Produits d'intérêts nets (A-B)		306			249			588			567	

1 N'incluent que les dépôts effectués par des banques portant intérêt.

2 N'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

3 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

Rapport de gestion

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	19	17	34	33
Produits de courtage	3	3	10	7
Cartes	17	12	33	30
Facilités de crédit	84	77	168	155
Fonds sous gestion	54	46	106	94
Importations/exportations	2	2	5	4
Commissions d'agence d'assurance	1	2	2	3
Autres	13	11	25	25
Services de paiement	11	10	21	19
Prise ferme et services-conseils	17	18	42	29
Produits de commissions	221	198	446	399
Moins les charges de commissions	(25)	(20)	(54)	(43)
Produits de commissions nets	196	178	392	356

Les produits de commissions nets du trimestre se sont renforcés de 18 M\$, ou 10 %, en raison de la hausse des fonds d'investissement sous gestion de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et de l'augmentation des commissions tirées des facilités de crédit, les volumes des acceptations bancaires des Services aux entreprises s'étant accrus. Les produits de commissions générés par l'intensification des activités au chapitre des cartes de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et des Services aux entreprises ont également augmenté. Ces facteurs ont été annulés en partie par une hausse des charges de commissions connexes qu'ont entraînée des activités plus soutenues.

Pour le semestre, les produits de commissions nets ont monté de 36 M\$, ou 10 %, ce qui a résulté surtout de l'amélioration des commissions tirées des facilités de crédit du fait de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires des Services aux entreprises, de la hausse des commissions générées par les services-conseils des Services bancaires internationaux et marchés et de la progression des fonds d'investissement sous gestion et des activités de courtage en ligne de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. Les produits de commissions imputables à l'intensification des activités au chapitre des cartes de ce secteur et de celui des Services aux entreprises ont également augmenté. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par une augmentation des charges de commissions connexes par suite d'activités accrues.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Activités de négociation	29	27	58	64
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	—	15	3	(7)
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	—	3	—	10
Inefficacité des couvertures	(1)	2	(3)	6
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	28	47	58	73

Pour le trimestre, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont fléchi de 19 M\$, ou 40 % comparativement à l'exercice précédent, période pendant laquelle avaient été enregistrées des variations favorables des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement des scénarios prospectifs par suite du resserrement des écarts de crédit et de la moins forte volatilité des marchés au cours du deuxième trimestre de 2020. Le repli des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation à cause du recul des taux d'intérêt a également accentué la diminution constatée dans le trimestre à l'étude. Ces baisses ont été atténuées par l'intensification des activités de négociation de la sous-division chargée des taux ainsi que de celles de gestion du bilan.

Pour le semestre, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont reculé de 15 M\$, ou 21 %, ce qui a résulté de la diminution des produits d'intérêts nets à cause de la baisse des taux d'intérêt, d'une réduction de l'inefficacité des couvertures et d'une diminution des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés par suite d'un ralentissement, l'exercice précédent, des activités de négociation de la sous-division chargée des taux. Ces facteurs ont été compensés en partie par des ajustements d'évaluation favorables des scénarios prospectifs par suite d'une réduction de l'exposition et de la contraction des écarts de crédit durant le trimestre.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variations de la juste valeur des autres instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	3	—	3	—
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	7	14	22	30
Autres produits d'exploitation	7	14	13	22
Autres éléments de produits	17	28	38	52

Pour le trimestre, les autres éléments de produits se sont affaiblis de 11 M\$, ou 39 %, les autres produits d'exploitation ayant diminué étant donné qu'un an plus tôt, un profit lié à l'extinction de la dette associée aux débentures subordonnées qui avaient été rachetées avait été enregistré. La baisse des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du

portefeuille d'actifs liquides de la banque a également accentué la diminution précitée. Ce facteur a été atténué par une variation favorable de la juste valeur des autres instruments financiers.

Pour le semestre, les autres éléments de produits se sont contractés de 14 M\$, ou 27 %, en raison de ces mêmes facteurs.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2) –(reprise)/charge	(41)	130	(80)	229
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3) – charge	1	60	24	101
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (reprise)/charge	(40)	190	(56)	330

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une reprise de 40 M\$, comparativement à une charge de 190 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui a découlé de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs. En 2020, la charge reflétait des provisions élevées associées aux prêts productifs en raison de l'impact de la pandémie ainsi que des pertes de valeur liées aux prêts non productifs par suite du fléchissement des prix du pétrole.

Pour le semestre, la variation des pertes de crédit attendues a consisté en une reprise de 56 M\$, comparativement à une charge de 330 M\$ pour le semestre correspondant de l'exercice précédent. La reprise constatée pour le semestre à l'étude a résulté des mêmes facteurs que ceux mentionnés ci-dessus, lesquels ont été neutralisés en partie par une perte de valeur liée à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie. En 2020, la charge avait résulté des facteurs indiqués pour le trimestre.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	152	145	311	314
Charges générales et administratives	127	132	255	262
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles	30	17	47	37
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	19	10	28	18
Total des charges d'exploitation	328	304	641	631

Pour le trimestre, le total des charges d'exploitation a augmenté de 24 M\$, ou 7,9 %, en raison surtout des coûts associés à la réorganisation de notre parc immobilier en prévision de l'adoption d'un modèle de travail hybride, de la perte de valeur de certains actifs logiciels et des investissements stratégiques que nous avons réalisés afin de faire croître nos secteurs d'activité, de simplifier nos processus et d'offrir les services

numériques que nos clients demandent. Ces facteurs ont été compensés en partie par une diminution des coûts discrétionnaires en réaction au contexte économique prévalant alors.

Pour le semestre, le total des charges d'exploitation a augmenté de 10 M\$, ou 1,6 % à cause de ces mêmes facteurs.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le deuxième trimestre de 2021, le taux d'imposition effectif a été de 26,8 %, ce qui dépasse le taux prévu par la loi, à savoir 26,5 %, et reflète une augmentation de la charge d'impôt. Pour le deuxième trimestre de 2020, le taux d'imposition effectif avait été

de 38,6 %, taux qui avait résulté essentiellement du fait que le bénéficiaire avant impôt avait été moins élevé en regard de la charge d'impôt.

Évolution de la situation financière

Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	30 juin 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	13 404	15 750
Actifs détenus à des fins de transaction	4 561	1 719
Dérivés	3 445	5 447
Prêts et avances	66 263	62 272
Prises en pension à des fins autres que de transaction	5 958	5 996
Placements financiers	13 802	19 879
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 343	4 043
Autres actifs	3 287	2 241
Total de l'actif	114 063	117 347
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	1 648	1 139
Comptes des clients	70 184	71 950
Mises en pension à des fins autres que de transaction	4 658	3 227
Passifs détenus à des fins de transaction	3 730	1 831
Dérivés	3 575	5 647
Titres de créance émis	13 824	17 387
Acceptations	3 352	4 062
Autres passifs	6 240	5 222
Total du passif	107 211	110 465
Total des capitaux propres	6 852	6 882
Total du passif et des capitaux propres	114 063	117 347

Actif

Le total de l'actif s'élevait à 114,1 G\$ au 30 juin 2021, en baisse de 3,3 G\$, ou 2,8 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2020. La banque a réduit de 6,1 G\$ ses placements financiers et de 2,3 G\$ ses soldes de trésorerie détenus dans les banques centrales, car elle a favorisé la croissance d'autres catégories d'actifs et repositionné ses besoins en liquidités. Les dérivés se sont repliés de 2,0 G\$ à cause de variations de l'évaluation à la valeur de marché imputables aux taux d'intérêt et de change. Ces facteurs ont été compensés en partie par une hausse de 4,0 G\$ des prêts et avances, surtout à des clients, par un accroissement de 2,8 G\$ des volumes des actifs détenus à des fins de transaction ainsi que par une augmentation de 1,0 G\$ des soldes des comptes de règlement en raison du moment des activités visant à faciliter les transactions des clients, ce qui a été constaté dans les autres actifs.

Passif

Le total du passif s'établissait à 107,2 G\$ au 30 juin 2021, pour une baisse de 3,3 G\$, ou 2,9 %, par rapport à celui au 31 décembre 2020. Le financement à terme et de gros a baissé

de 3,6 G\$, ce qui a été enregistré dans les titres de créance émis. Les dérivés ont reculé de 2,1 G\$, ce qui correspond à la variation enregistrée dans l'actif. Un repli des dépôts a contribué à la baisse de 1,8 G\$ des comptes des clients, la banque ayant repositionné ses besoins en liquidités. Ces facteurs ont été atténués par une hausse de 1,9 G\$ des passifs détenus à des fins de transaction, hausse ayant résulté des mêmes éléments que ceux qui ont influé sur les actifs correspondants, et par des augmentations de 1,4 G\$ et de 1,0 G\$ des mises en pension et des autres passifs, respectivement.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 6,9 G\$ au 30 juin 2021, ce qui rend compte d'un léger repli par rapport à celui au 31 décembre 2020. Ce repli représente une perte de 0,1 G\$ qui a été constatée au titre des instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie ainsi que les dividendes sur les actions ordinaires de 0,3 G\$ qui ont été déclarés durant le trimestre. Le repli précité a été compensé en partie par le bénéfice après impôt de 0,4 G\$ qui a été généré au cours de la période.

Secteurs d'activité mondiaux

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité mondiaux suivants : les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

Services aux entreprises

Le secteur des Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises axées principalement sur les marchés intérieurs aux sociétés exerçant leurs activités à l'échelle mondiale.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	142	131	269	288
Produits autres que d'intérêts	112	98	224	207
Total du résultat d'exploitation	254	229	493	495
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	28	(147)	36	(264)
Résultat d'exploitation net	282	82	529	231
Total des charges d'exploitation	(91)	(96)	(187)	(198)
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	191	(14)	342	33

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation du trimestre s'est renforcé de 25 M\$, ou 11 %, mais celui du semestre a reculé de 2 M\$, ou 0,4 %. Les SE ont conservé leur élan en 2021, les prêts ayant augmenté de 1,7 G\$ au premier semestre et les dépôts ayant encore enregistré une forte hausse. Les marges sur les prêts se sont améliorées sur un an et sont comparables à ce qu'elles étaient en 2019, avant la pandémie. Les produits autres que d'intérêts ont également progressé. Plus particulièrement, les produits tirés du change ont bénéficié d'une reprise au niveau des volumes des transactions. Cependant, les résultats semestriels ont été affaiblis par le repli, au premier trimestre, des marges sur les dépôts en regard de ce qu'elles étaient un an plus tôt, à cause des réductions de taux par les banques centrales en 2020.

Notre ambition est de demeurer le partenaire financier international de prédilection pour nos clients et de les aider à réaliser leurs projets de transition vers une économie carboneutre. Tirant parti de notre réseau international et grâce à des investissements continus dans nos principales plateformes du Service mondial de gestion des liquidités et de la trésorerie (« SMGLT ») et du Commerce international et financement des comptes clients (« CIFCC »), nous sommes parfaitement en mesure d'aider nos clients à combler leurs besoins en services bancaires au pays et à l'étranger. Nous continuons d'enrichir notre gamme d'instruments financiers écologiques et d'améliorer l'expérience numérique de notre clientèle tout en veillant à la sécurité de nos activités et au maintien de notre résilience, et nous sommes prêts à guider nos clients sur la voie de la reprise, au fil de la réouverture de l'économie.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt a bondi de 205 M\$ et pour le semestre, il s'est amélioré de 309 M\$, ou 936 %, essentiellement grâce à une forte baisse des pertes de crédit attendues, à une augmentation des produits autres que d'intérêts et au recul des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre se sont accrus de 11 M\$, ou 8,4 %, grâce à une hausse de la moyenne des dépôts et à l'amélioration des marges sur les prêts, les coûts de financement étant demeurés inférieurs à ceux enregistrés un an plus tôt. Pour le semestre, les produits d'intérêts nets ont fléchi de 19 M\$, ou 6,6 %, à cause de la contraction des marges sur les dépôts qu'ont entraînée les réductions de taux par les banques centrales en 2020, ce qui a été neutralisé par une hausse de la moyenne des dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre et du semestre se sont renforcés de 14 M\$, ou 14 %, et de 17 M\$, ou 8,2 %, respectivement, grâce principalement à la montée des commissions qu'a engendrée l'accroissement des volumes des acceptations bancaires ainsi qu'à l'augmentation des produits tirés du change.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en des reprises de 28 M\$ pour le trimestre et de 36 M\$ pour le semestre. Ces reprises ont résulté principalement de l'amélioration des scénarios macroéconomiques prospectifs et du raffermissement des prix du pétrole, ce qui a profité à certains secteurs. Ces facteurs ont été contrebalancés par des pertes de valeur liées aux prêts non productifs, plus particulièrement dans le secteur de l'énergie.

Le **total des charges d'exploitation** s'est replié de 5 M\$, ou 5,2 %, pour le trimestre et de 11 M\$, ou 5,6 %, pour le semestre, ce qui rend compte de la prudence avec laquelle nous gérons toujours nos coûts vu le contexte économique actuel.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Services bancaires internationaux et marchés

Le secteur des Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM ») offre des solutions et produits financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	30	28	57	67
Produits autres que d'intérêts	46	73	100	110
Total du résultat d'exploitation	76	101	157	177
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	5	(35)	16	(49)
Résultat d'exploitation net	81	66	173	128
Total des charges d'exploitation	(32)	(39)	(66)	(82)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	49	27	107	46

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est affaibli de 25 M\$, ou 25 %, pour le trimestre et de 20 M\$, ou 11 %, pour le semestre. L'unité Services bancaires internationaux a enregistré de bons résultats au premier semestre, les commissions générées par les services-conseils et les produits tirés des prêts ayant augmenté étant donné que les marges sont demeurées supérieures à celles de la même période un an plus tôt, ce qui a été annulé par l'incidence que les réductions de taux ont eue sur les produits d'intérêts nets provenant des dépôts. Les produits de l'unité Marchés ont été inférieurs à ceux constatés un an auparavant, ce qui a découlé du recul des ventes et des volumes de négociation eu égard aux activités concernant les produits de change, les taux et le crédit. Ces facteurs ont été compensés en partie par des variations favorables de certains écarts de crédit, la reprise des marchés depuis l'éclosion de la COVID-19 s'étant poursuivie.

Les SBIM conservent leur stratégie qui est bien établie, à savoir offrir des solutions bancaires de gros sur mesure, tirant ainsi parti du vaste réseau de distribution de la HSBC pour offrir des produits et des solutions qui répondent aux besoins de nos clients internationaux.

Comme l'économie canadienne est toujours en voie de se relever de la pandémie, nos équipes des Services bancaires internationaux et marchés continuent de travailler en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques auxquels ils sont confrontés, de les seconder dans leurs efforts pour renouer avec la croissance et dans leurs plans de transition vers une économie carboneutre.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est accru de 22 M\$, ou 81 %, pour le trimestre et de 61 M\$, ou 133 %, pour le semestre, et ce, principalement grâce à la baisse de la charge au titre des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs du fait de l'amélioration des données macroéconomiques prospectives, ainsi qu'à la réduction des charges d'exploitation qu'a permise une gestion prudente des coûts. Ces facteurs ont été atténués par le recul du résultat d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont augmenté de 2 M\$, ou 7,1 %, ce qui vient principalement de l'amélioration des marges sur les prêts, les coûts de financement ayant diminué sur un an. Pour le semestre, les produits d'intérêts nets se sont repliés de 10 M\$, ou 15 %, à cause surtout de la compression des marges qu'ont causée les réductions de taux par les banques centrales en 2020.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre ont reculé de 27 M\$, ou 37 %, car la variation favorable de certains écarts de crédit au deuxième trimestre de 2020 avait alors généré un montant élevé de produits. Pour le semestre, les produits autres que d'intérêts ont fléchi de 10 M\$, ou 9,1 %, ce qui s'explique principalement par des variations défavorables des évaluations de crédit et de financement, facteur annulé en partie par la montée des commissions générées par les services-conseils.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté des améliorations de 40 M\$ pour le trimestre et de 65 M\$ pour le semestre, les variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs s'étant améliorées.

Le **total des charges d'exploitation** a fléchi de 7 M\$, ou 18 %, et de 16 M\$, ou 20 %, pour le trimestre et le semestre, respectivement. Ces baisses ont découlé surtout de la réduction des frais liés au personnel qu'ont permise les activités de rationalisation.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	134	108	262	240
Produits autres que d'intérêts	75	72	154	147
Total du résultat d'exploitation	209	180	416	387
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	7	(8)	4	(17)
Résultat d'exploitation net	216	172	420	370
Total des charges d'exploitation	(162)	(158)	(329)	(327)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	54	14	91	43

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est renforcé de 29 M\$, ou 16 %, pour le trimestre et de 29 M\$, ou 7,5 %, pour le semestre. Ces hausses ont découlé de la forte progression des volumes associés au solde de la relation globale des clients², du niveau record³ des activités de courtage en ligne, de l'amélioration des marges sur les prêts et de la composition des produits, ce qui a été annulé en partie par la contraction des marges sur les dépôts par suite des réductions de taux par les banques centrales en 2020. L'augmentation du solde de la relation globale des clients² a résulté du montant élevé des ventes nettes en ce qui a trait aux fonds d'investissement sous gestion ainsi que de la croissance inégale³ des prêts garantis par des biens immobiliers.

Nous avons élargi l'ensemble de notre clientèle et celle à l'échelle internationale, car nous investissons toujours dans nos canaux de distribution ainsi que dans des produits compétitifs sur le marché. Nous avons encore fait en sorte qu'il soit plus facile pour nos clients de réaliser leurs transactions bancaires et avons amélioré l'expérience client grâce à des perfectionnements d'ordre numérique, tels qu'une application mobile de clavardage et un processus d'ouverture numérique de comptes destiné à nos clients internationaux qui n'ont pas encore immigré au Canada.

Exclusion faite du premier trimestre de 2012, période où les résultats tenaient compte d'un profit non récurrent, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat du trimestre clos le 30 juin 2021 a été d'un montant record⁴. Pour ce trimestre, ce bénéfice s'est renforcé de 40 M\$, ou 286 %, et pour le semestre, il a progressé de 48 M\$, ou 112 %, ce qui est imputable à l'amélioration du résultat d'exploitation dont il est fait mention ci-dessus et à une diminution des pertes de crédit attendues. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la montée des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** ont augmenté de 26 M\$, ou 24 %, pour le trimestre et de 22 M\$, ou 9,2 %, pour le semestre, ce qui rend compte de l'amélioration des marges sur les prêts, de la composition des produits et de l'accroissement des volumes des prêts. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la contraction des marges sur les dépôts qu'ont causée les réductions de taux par les banques centrales en 2020.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté de 3 M\$, ou 4,2 %, pour le trimestre et de 7 M\$, ou 4,8 %, pour le semestre grâce à la progression des produits de commissions nets provenant des fonds d'investissement sous gestion et du courtage en ligne.

La **variation des pertes de crédit attendues** a enregistré des améliorations de 15 M\$ pour le trimestre et de 21 M\$ pour le semestre, ce qui a résulté de meilleures variables économiques prospectives.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre et du semestre a augmenté de 4 M\$, ou 2,5 %, et de 2 M\$, ou 0,6 %, respectivement, à cause des investissements stratégiques que nous avons faits afin de faire croître nos secteurs d'activité, facteur compensé en partie par les initiatives de rationalisation.

- ¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.
- ² Le solde de la relation globale des clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.
- ³ Record pour un semestre depuis la formation de GPSBP (antérieurement SBDGP) en tant que secteur d'activité mondial distinct en 2011.
- ⁴ Record pour un trimestre depuis la formation de GPSBP (antérieurement SBDGP) en tant que secteur d'activité mondial distinct en 2011.

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité mondiaux.

Survol de la performance financière¹

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	—	(18)	—	(28)
Produits autres que d'intérêts	8	10	10	17
Résultat d'exploitation net/(perte)	8	(8)	10	(11)
Total des charges d'exploitation	(43)	(11)	(59)	(24)
Bénéfice/(perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	(35)	(19)	(49)	(35)

Aperçu

Le résultat d'exploitation net du trimestre et du semestre a progressé de 16 M\$ et de 21 M\$, respectivement, à la faveur d'une diminution des coûts associés aux liquidités, élément pris en compte dans les produits d'intérêts nets, ce qui a été atténué par le repli des autres produits d'exploitation étant donné qu'un profit avait été enregistré un an plus tôt en lien avec l'extinction de la dette associée aux débentures subordonnées qui avaient été rachetées. Les charges d'exploitation du trimestre et du

semestre ont augmenté de 32 M\$ et de 35 M\$, respectivement, essentiellement à cause du coût des initiatives visant à favoriser la croissance à venir et la transition vers un modèle de travail hybride. L'incidence nette de ces variations a été des diminutions du bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat de 16 M\$ pour le trimestre et de 14 M\$ pour le semestre.

¹ Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent, sauf indication contraire.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2021		2020			2019		
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	306	282	275	244	249	318	313	313
Produits de commissions nets	196	196	185	172	178	178	179	168
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	28	30	30	29	47	26	48	36
Autres éléments de produits	17	21	14	27	28	24	21	17
Total du résultat d'exploitation	547	529	504	472	502	546	561	534
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)	40	16	1	2	(190)	(140)	(33)	(17)
Résultat d'exploitation net	587	545	505	474	312	406	528	517
Total des charges d'exploitation	(328)	(313)	(345)	(317)	(304)	(327)	(315)	(311)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	259	232	160	157	8	79	213	206
Charge d'impôt sur le résultat	(69)	(63)	(35)	(45)	(3)	(13)	(56)	(56)
Bénéfice de la période	190	169	125	112	5	66	157	150
Bénéfice/(perte) attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	179	158	113	101	(8)	54	144	141
- au détenteur d'actions privilégiées	11	11	12	11	13	12	13	9
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,32	0,29	0,21	0,18	(0,01)	0,11	0,29	0,28

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Du troisième trimestre de 2020 au deuxième trimestre de 2021, les produits d'intérêts nets ont augmenté grâce à l'accroissement de la marge d'intérêts nette qu'a permis l'amélioration des écarts par suite de la réduction des volumes des passifs portant intérêt et de changements dans la composition des actifs, les placements financiers ayant diminué au profit des prêts à des clients. Au cours des troisième et deuxième trimestres de 2020, les produits d'intérêts nets avaient diminué en raison de l'incidence négative des réductions de taux par les banques centrales et du maintien de niveaux élevés de liquidités qui génèrent de moins bons rendements. Les activités de gestion du bilan avaient accru les produits d'intérêts nets au premier trimestre de 2020. Les produits d'intérêts nets étaient demeurés relativement stables dans la seconde moitié de 2019.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. Les principaux facteurs de variation d'un trimestre à l'autre sont les commissions de prise ferme et celles générées par les services-conseils, lesquelles sont fonction des activités. Quoiqu'il en soit, on note une tendance sous-jacente d'augmentation des commissions tirées des facilités de crédit en lien avec l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, des fonds d'investissement sous gestion et des cartes de crédit. Au deuxième trimestre de 2021, le montant des produits de commissions nets a été élevé, demeurant, depuis le premier trimestre de 2021, au plus haut niveau à être enregistré sur huit trimestres. Au cours des troisième et deuxième trimestres de 2020, les activités des clients avaient ralenti à cause de la COVID-19, comprimant ainsi les produits de commissions nets.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Du quatrième trimestre de 2020 au deuxième trimestre de 2021, ils sont demeurés pour ainsi dire les mêmes. Au troisième trimestre de 2020, ils avaient fléchi à cause d'ajustements de crédit et d'ajustements de la juste valeur liés au financement défavorables. Au deuxième trimestre de 2020, leur hausse avait résulté des variations favorables des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement, variations provenant essentiellement de la contraction des écarts de crédit et du fait que les marchés avaient été moins volatils, ainsi que de l'intensification des activités de négociation de la sous-division chargée des taux et des activités de gestion du bilan. Au premier trimestre de 2020, leur baisse avait découlé de l'accroissement de certains écarts de crédit et de la volatilité des marchés engendrée par la COVID-19, ce qui avait mené à des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement. Ce facteur avait été atténué par la vigueur des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés. Au quatrième trimestre de 2019, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté à cause principalement de l'intensification des activités de négociation de produits à revenu fixe.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes. Quoiqu'il en soit, les autres éléments de produits avaient augmenté au deuxième trimestre de 2020 grâce à un profit lié à l'extinction de la dette associée aux débetures subordonnées qui avaient été rachetées.

Du troisième trimestre de 2020 au deuxième trimestre de 2021, et même si les reprises ont été modestes aux troisième et quatrième trimestres de 2020, les pertes de crédit attendues ont consisté en des reprises sur les prêts productifs, les variables macroéconomiques prospectives s'étant améliorées. Ce facteur a été atténué par une augmentation des pertes de valeur liées à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie au premier trimestre de 2021 et à des prêts non productifs dans ce même secteur et dans divers autres au cours de la seconde moitié de 2020. Cette situation a représenté un grand changement par rapport aux deux premiers trimestres de 2020 où la détérioration des données économiques prospectives en raison de la pandémie et la fragilisation du secteur de l'énergie par suite du recul des prix du pétrole avaient accru les charges au titre des pertes de crédit attendues. En 2019, ces charges avaient résulté de la normalisation continue des pertes de crédit, en raison surtout d'un changement apporté aux prévisions économiques afin de rendre compte du ralentissement de la croissance du PIB en regard d'un an plus tôt. De plus, en 2019, c'est au quatrième trimestre que les pertes de valeur liées aux prêts non productifs du secteur du commerce de gros et de détail avaient augmenté.

Notre objectif consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique et nous continuons de réaliser des investissements stratégiques en ce sens en 2021 tout en veillant à gérer nos coûts avec prudence, vu le contexte économique actuel. Depuis 2020, nous avons rationalisé encore plus nos processus et avons accordé la priorité à l'élaboration de solutions numériques afin d'aider nos clients pendant la pandémie et par la suite.

Survол et perspectives économiques

Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.

Face à la troisième vague de COVID-19, l'économie s'est révélée moins résiliente qu'elle l'avait été lors de la deuxième. Les restrictions imposées à l'égard des activités non essentielles ayant été resserrées au deuxième trimestre, il semble que la reprise économique ait fait une pause au cours de cette période, alors que la croissance du produit intérieur brut (« PIB ») avait atteint 5,6 % au premier trimestre.

Les répercussions de ces restrictions se sont clairement manifestées en avril et en mai, l'emploi ayant alors affiché des reculs consécutifs pour la première fois depuis mars et avril 2020. Cependant, après la publication des résultats, nous croyons que l'activité économique s'est intensifiée en juin, dans la foulée d'un rebond de l'emploi, l'assouplissement de ces restrictions ayant alors débuté, et que cet élan s'est poursuivi jusqu'à la fin du deuxième trimestre. Ces éléments semblent paver la voie à une forte croissance dans la seconde moitié de 2021, croissance dont le moteur sera les dépenses de consommation.

Deux facteurs favoriseront la relance économique à compter de juin, à savoir la libération de la demande refoulée par suite de la levée des restrictions concernant les activités économiques non essentielles et le succès des campagnes de vaccination.

L'accélération de celles-ci au cours des derniers mois a permis d'accroître fortement le nombre de Canadiens ayant reçu au moins une dose de vaccin contre la COVID-19.

À la mi-juillet, 70,5 % de la population du Canada en avait reçu au moins une dose, ce qui constitue le taux de vaccination le plus élevé des pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (« OCDE »). Cela dit, il reste beaucoup à faire pour que tous les Canadiens soient pleinement vaccinés. Actuellement, seulement 70,8 % de ceux qui ont reçu au moins une dose le sont. En comparaison, ce taux est de 91,1 % en Israël, de 86,7 % aux États-Unis et de 77,7 % au Royaume-Uni.

Le succès des campagnes de vaccination permet la levée non seulement des restrictions imposées en raison de la troisième vague, mais aussi de celles concernant les services de proximité, ces dernières ayant été instaurées depuis plus longtemps. Ainsi, nous nous attendons à ce que la croissance du PIB atteigne 9,3 % au troisième trimestre, pour une moyenne de 7,2 % dans la seconde moitié de l'année, comparativement à 2,8 % dans la première, et que l'activité économique revienne à son niveau pré-pandémique durant le troisième trimestre.

Nous pensons que l'essor du PIB sera de 5,9 % en 2021, ce qui est légèrement inférieur aux 6,1 % que nous avons prévus antérieurement, en grande partie à cause d'une croissance léthargique dans les six premiers mois de l'année. Nous prévoyons qu'au fur et à mesure que les répercussions de la demande refoulée s'estomperont, le taux de progression du PIB fléchira, pour s'établir à 3,9 % en 2022.

La consommation des ménages constituera un important catalyseur de croissance économique dans la seconde moitié de 2021 et tout au long de 2022. La hausse de l'emploi, surtout dans les secteurs les plus durement touchés par la pandémie, et une réduction prévue de l'épargne des ménages soutiendront cette consommation. Au premier trimestre de 2021, leurs économies totalisaient plus de 188 G\$, le taux d'épargne représentant 13,1 % de leur revenu disponible. Avant la pandémie, ce taux était de 1,4 %. Même si nous prévoyons qu'une fois la pandémie terminée, l'épargne de précaution demeurera plus élevée qu'avant, elle favorisera grandement la consommation dans les trimestres à venir.

Un autre élément prévu dans la seconde moitié de 2021 et en 2022 est le rebond des investissements non résidentiels des entreprises. Après avoir atteint le taux le plus bas en 25 ans, soit 9,3 % du PIB réel, ces investissements devraient, le croyons-nous, s'intensifier, car les entreprises engageront des dépenses d'immobilisations qu'elles avaient reportées, dépenses englobant, sans toutefois s'y limiter, celles consacrées à la technologie numérique. La progression des bénéfices des entreprises et la hausse des prix des marchandises devraient stimuler leurs investissements. De plus, le renforcement du dollar canadien favorisera les importations de matériel et d'équipement, ce qui contribuera à l'actualisation du stock de capital.

Malgré l'espoir que suscite la vaccination, certains éléments pourraient toujours assombrir les perspectives économiques. Premièrement, la pandémie demeure un important facteur de risque. Plus précisément, dans les derniers mois, le variant Delta est devenu la principale source d'infection dans de nombreux pays et a déjà incité certains territoires à resserrer de nouveau leurs restrictions puisque les cas de COVID-19 y ont augmenté. Cette situation ne fait que confirmer que la reprise post-pandémique ne se fera pas sans heurt.

Deuxièmement, une pénurie de microplaquettes semi-conductrices plombe la reprise du secteur manufacturier et des exportations de produits autres que ceux de base. En particulier, cette pénurie ralentit la cadence de production de véhicules à moteur, d'appareils ménagers et d'articles électroniques et touche d'autres secteurs connexes de la chaîne d'approvisionnement. Ainsi, la relance économique à l'échelle mondiale pourrait être inégale, pour ne pas dire houleuse.

Ces embûches ainsi que l'appréciation du dollar canadien dans les 13 derniers mois pourraient ralentir l'essor des exportations. De fait, après avoir progressé jusqu'à la fin de 2020, les exportations ont, en chiffres réels, fléchi de plus de 11 % de janvier à mai 2021. Ce sont celles réalisées par les secteurs des véhicules à moteur, de l'agriculture et de l'énergie qui ont accusé les plus fortes baisses. Bien que la hausse des prix des marchandises justifie le renforcement du dollar canadien et améliore les conditions d'échange des entreprises qui en exportent, les exportateurs d'autres produits demeureront confrontés à des problèmes de compétitivité. Pour que les exportations contribuent fortement à la reprise au cours de la phase de croissance post-pandémique, ces problèmes devront être surmontés.

Compte tenu des incertitudes économiques qui subsistent, un soutien par voie des politiques budgétaire et monétaire est toujours nécessaire. En ce qui concerne son budget, le gouvernement fédéral devrait encore enregistrer des déficits dans plusieurs années à venir, même s'ils seront d'un niveau largement inférieur à celui représentant 16,1 % du PIB qui a été constaté l'an dernier. Lorsque la reprise sera bien enclenchée et que l'emploi rebondira, la demande d'aide fédérale destinée aux travailleurs et aux entreprises diminuera. À ce moment, les politiques mettront moins l'accent sur le soutien de l'économie et la transition, mais plutôt sur le passage à une économie à faible intensité de carbone.

La Banque du Canada devrait laisser son taux directeur à sa valeur plancher de 0,25 % dans l'intervalle, soit jusqu'au deuxième semestre de 2022. C'est ce à quoi nous nous attendons même si le taux d'inflation a, d'un exercice à l'autre, grimpé à 3,6 % en mai, surpassant la limite supérieure de la fourchette de maîtrise de l'inflation, qui va de 1 % à 3 %, qu'a établie cet organisme et tous les taux enregistrés sur 10 ans. Le gouverneur de la Banque du Canada, M. Tiff Macklem, a affirmé que la poussée de l'inflation est causée en grande partie par des facteurs temporaires, facteurs dont les effets transitoires ont plus qu'annulé les pressions à la baisse sur l'inflation résultant de la marge considérable de capacités excédentaires dans l'économie. La Banque du Canada a précisé qu'elle entendait toujours maintenir le taux directeur à 0,25 % jusqu'à ce que les capacités excédentaires se résorbent et que la cible d'inflation de 2 % soit atteinte de manière durable, ce qui devrait survenir dans la deuxième moitié de 2022.

Cela dit, la Banque du Canada a réagi aux progrès économiques enregistrés récemment. Ainsi, elle a commencé à réduire le niveau de détente monétaire supplémentaire qu'elle offre en ajustant son programme d'assouplissement quantitatif. Lors de sa réunion du 14 juillet, il a été décidé qu'elle réduisait de 3 G\$ à 2 G\$ par semaine ses achats d'obligations du gouvernement du Canada.

D'autres ajustements à ce programme sont à prévoir puisque l'économie devrait rebondir dans la seconde moitié de 2021. Quoi qu'il en soit, il est probable que la Banque du Canada fera encore

preuve de patience avant de hausser son taux directeur, notamment parce qu'elle évalue toujours les effets économiques stigmatisants que pourrait avoir la pandémie, et plus particulièrement ceux touchant le marché de l'emploi. L'un des principaux facteurs signalant une résorption des capacités excédentaires est le niveau de production potentiel. Ce niveau est, en général, difficile à prévoir, ce qui est encore plus vrai maintenant à cause des nombreux défis structurels que pose la pandémie. Par conséquent, nous croyons que dans ses décisions concernant le taux directeur, la Banque du Canada ignorera quelque peu les pressions inflationnistes à court terme pour mieux s'attarder aux conditions économiques structurelles sous-jacentes.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre *Rapport et états financiers annuels 2020*. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au deuxième trimestre de 2021 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)

En mai 2021, le BSIF a annoncé qu'à compter du 1^{er} juin 2021, le taux minimal admissible applicable aux prêts hypothécaires non assurés (c'est-à-dire les prêts hypothécaires résidentiels assortis d'une mise de fonds d'au moins 20 %) correspondra au plus élevé du taux hypothécaire contractuel majoré de 2 % et 5,25 %. Souhaitant harmoniser ses règles avec celles du BSIF, le ministère des Finances Canada a annoncé l'établissement d'un nouveau taux minimal admissible pour les prêts hypothécaires assurés, sous réserve d'un examen et d'un ajustement périodique, correspondant au plus élevé du taux contractuel hypothécaire de l'emprunteur plus 2 % et 5,25 %.

Le 18 juin 2021, et dans la foulée de la poursuite de la mise en œuvre au pays de la dernière série des réformes de Bâle III, le BSIF a publié, à des fins de consultation publique, les modifications qu'il se propose d'apporter au risque lié au rajustement de la valeur de crédit (« RVC »). Parmi les principaux changements, citons une meilleure sensibilité au risque grâce à une couverture plus large qui englobe les facteurs de risque de marché du RVC et une plus grande robustesse des calculs en arrimant les sensibilités du RVC à l'approche standard pour le risque de marché. Un peu plus tôt, soit le 4 mai 2021, le BSIF avait diffusé, également à des fins de consultation publique, les révisions qu'il entendait apporter au relevé des normes de fonds propres de Bâle (« RNFPB ») et au relevé du ratio de levier (« RRL ») afin de refléter les changements réglementaires correspondants proposés aux termes des réformes de Bâle III. Le BSIF souhaite recueillir des commentaires sur ces propositions jusqu'au 30 juillet 2021 et au 9 juillet 2021, respectivement. Nous prenons part à ces consultations depuis qu'elles ont été amorcées.

Rapport de gestion

Le 22 juin 2021, le BSIF a publié, à l'intention des institutions financières, une lettre dans laquelle il décrit ses attentes à l'égard des institutions financières fédérales (« IFF ») en ce qui concerne leur abandon du TIOL. Les dates d'abolition de ce taux ayant été confirmées, le BSIF compte sur les IFF pour opérer une transition fluide vers les nouveaux taux de référence avant les échéances prévues.

Gouvernement du Canada

En avril 2021, le gouvernement du Canada a déposé le Projet de loi C-30, *Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 19 avril 2021 et mettant en œuvre d'autres mesures (Loi n° 1 d'exécution du budget de 2021)*, lequel accroît les pouvoirs du Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada (« CANAFE »), lui permettant notamment de recouvrer ses coûts de conformité auprès du secteur et d'imposer des peines plus sévères en cas de condamnation pénale.

En juin 2021, le gouvernement du Canada a déposé le Projet de loi C-32, *Loi visant l'égalité réelle du français et de l'anglais et le renforcement de la Loi sur les langues officielles*, lequel reconnaît notamment le devoir de promouvoir et de protéger l'utilisation du français en tant que langue de travail et de service dans les entreprises privées de compétence fédérale au Québec, ainsi que dans d'autres régions du pays à forte présence francophone.

Autres organismes de réglementation et administrations publiques

En avril 2021, les autorités en valeurs mobilières de certaines provinces ont approuvé la version finale d'un règlement qui vise l'établissement d'un régime réglementaire canadien applicable aux indices de référence financiers. Entrant en vigueur le 13 juillet 2021, ce règlement prévoit un régime de désignation et de réglementation des indices de référence ainsi que des personnes morales ou physiques qui les administrent, qui fournissent des données servant à les établir ou qui les utilisent. Une fois le nouveau règlement mis en œuvre, les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (« ACVM ») n'entendent désigner que le Canadian Dollar Offered Rate (« CDOR ») à titre d'indice de référence désigné et Refinitiv Benchmark Services (UK) Limited (« RBSL ») en tant que son administrateur.

En mai 2021, le gouvernement du Québec a déposé le Projet de loi 96, *Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français*, lequel a pour objet d'affirmer que la seule langue officielle du Québec est le français. Il apporte plusieurs modifications à la Charte de la langue française, proposant notamment de nouveaux droits linguistiques fondamentaux ainsi que des modifications à l'égard du français à titre de langue du travail tout en renforçant les dispositions relatives à l'usage du français à titre de langue du commerce et des affaires. De plus, ce projet de loi prévoit des amendes plus lourdes en cas de non-respect des exigences concernant l'usage du français.

En mai 2021, le gouvernement de l'Ontario a déposé le Projet de loi 294, *Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières en ce qui concerne la divulgation des risques liés au climat*, lequel exige des émetteurs et des émetteurs assujettis qu'ils procèdent à une évaluation de ces risques afin de détecter les faits et changements importants. Une telle évaluation met en jeu une analyse des risques résultant des répercussions des changements climatiques, dans la mesure où ces risques se rapportent à un émetteur ou à un émetteur assujetti.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2020* présente un résumé de ses principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat et aux actifs d'impôt différé ainsi qu'aux obligations au titre des prestations définies. Dans la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2020, lesquels sont décrits aux pages 37 et 38, 52 et 53, 87 et 88 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2021, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement de plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 28 du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour obtenir des détails à ce sujet.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants, qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Comme pour plusieurs autres organisations, la COVID-19 influe sur nos activités, notre personnel, nos clients et nos fournisseurs.

Son incidence est résumée à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du présent rapport de gestion, à la page 4, ainsi que dans les sections qui en traitent.

Risque de crédit

	Page
Options d'allègement des paiements	21
Sommaire du risque de crédit	21
Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA	24
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	26
Qualité de crédit des instruments financiers	27
Prêts de gros	30
Prêts personnels	32
Prêts douteux	35

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Aucun changement n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit en 2021.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 45 du *Rapport et états financiers annuels 2020* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Options d'allègement des paiements

En réaction à la COVID-19, nous avons travaillé auprès de nos clients de gros et de détail qui avaient besoin de soutien supplémentaire pour gérer le cycle de leur fonds de roulement, leur chaîne d'approvisionnement ou d'autres risques ou pour qui une plus grande souplesse dans la gestion de leurs prêts était bienvenue.

Au 30 juin 2021, les périodes de report de paiements des clients participant à ces programmes avaient, pour la plupart, pris fin. Cependant, nous avons évalué les besoins de chaque client et continuerons de le faire et nous offrirons encore à notre clientèle du soutien, au cas par cas. La majeure partie de nos clients qui ont cessé de prendre part à ces programmes ont repris leurs remboursements réguliers sur leurs emprunts après l'expiration de leur période de report de paiements.

Plus de détails sur les options d'allègement des paiements sont présentés aux pages 62 et 63 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute/valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 30 juin 2021, la correction de valeur pour PCA comprenait une somme de 385 M\$ relative aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 28 M\$ en lien avec les engagements de prêts et les garanties financières et un autre de 8 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9*

	Notes	Au			
		30 juin 2021		31 déc. 2020	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		65 428	(353)	61 410	(408)
– particuliers		33 490	(83)	31 131	(87)
– grandes sociétés et entreprises		31 938	(270)	30 279	(321)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		1 188	–	1 270	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		25 391	(32)	27 443	(41)
– trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales		13 404	–	15 750	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		13	–	13	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		5 958	–	5 996	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 352	(9)	4 062	(19)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	2 664	(23)	1 622	(22)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		92 007	(385)	90 123	(449)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		44 979	(26)	44 426	(42)
– particuliers		8 032	–	7 734	(1)
– grandes sociétés et entreprises		36 947	(26)	36 692	(41)
Garanties financières	2	1 777	(2)	1 985	(3)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		1 770	(2)	1 978	(3)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	46 756	(28)	46 411	(45)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	13 791	–	19 873	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA*

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	59 138	5 911	379	65 428	(60)	(147)	(146)	(353)	0,1	2,5	38,5	0,5
– particuliers	32 188	1 181	121	33 490	(12)	(52)	(19)	(83)	–	4,4	15,7	0,2
– grandes sociétés et entreprises	26 950	4 730	258	31 938	(48)	(95)	(127)	(270)	0,2	2,0	49,2	0,8
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 188	–	–	1 188	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	25 126	242	23	25 391	(4)	(5)	(23)	(32)	–	2,1	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	39 831	5 090	58	44 979	(9)	(17)	–	(26)	–	0,3	–	0,1
– particuliers	7 903	115	14	8 032	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	31 928	4 975	44	36 947	(9)	(17)	–	(26)	–	0,3	–	0,1
Garanties financières ²	1 630	127	20	1 777	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,8	–	0,1
– particuliers	2	5	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 628	122	20	1 770	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,8	–	0,1
Au 30 juin 2021	126 913	11 370	480	138 763	(74)	(170)	(169)	(413)	0,1	1,5	35,2	0,3

Prêts et avances à des clients au coût amorti	49 642	11 292	476	61 410	(45)	(215)	(148)	(408)	0,1	1,9	31,1	0,7
– particuliers	29 163	1 866	102	31 131	(15)	(53)	(19)	(87)	0,1	2,8	18,6	0,3
– grandes sociétés et entreprises	20 479	9 426	374	30 279	(30)	(162)	(129)	(321)	0,1	1,7	34,5	1,1
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 270	–	–	1 270	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	26 536	885	22	27 443	(3)	(16)	(22)	(41)	–	1,8	100,0	0,1
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	35 262	9 019	145	44 426	(10)	(32)	–	(42)	–	0,4	–	0,1
– particuliers	7 652	66	16	7 734	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	27 610	8 953	129	36 692	(9)	(32)	–	(41)	–	0,4	–	0,1
Garanties financières ²	1 834	149	2	1 985	(1)	(2)	–	(3)	0,1	1,3	–	0,2
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 828	148	2	1 978	(1)	(2)	–	(3)	0,1	1,4	–	0,2
Au 31 déc. 2020	114 544	21 345	645	136 534	(59)	(265)	(170)	(494)	0,1	1,2	26,4	0,4

¹ Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA*

Méthodologie

Nous employons quatre scénarios économiques pour rendre compte de la nature exceptionnelle de la conjoncture économique actuelle et pour exprimer la perception de la direction quant à l'éventail de résultats qui pourraient en découler. Trois de ces scénarios ont été élaborés en fonction de prévisions consensuelles et d'estimations de distribution. Le scénario central est considéré comme étant le plus probable et c'est à lui qu'est généralement attribuée la plus forte pondération probabiliste, les autres scénarios représentant les extrêmes de la distribution, ce qui signifie que leur réalisation est moins probable. Le scénario central est créé grâce aux données moyennes d'un groupe de prévisionnistes externes, alors que les scénarios optimiste et pessimiste consensuels le sont en fonction de distributions qui reflètent l'opinion des prévisionnistes externes quant à l'ensemble des résultats possibles. La direction a choisi d'utiliser un quatrième scénario afin d'illustrer son opinion des risques les plus importants. Le recours à ce scénario supplémentaire est conforme à la méthode qu'emploie la banque pour établir ses données économiques prospectives et celui-ci a été utilisé régulièrement en 2021. La direction peut ajouter d'autres scénarios si elle juge que les scénarios consensuels ne tiennent pas adéquatement compte des risques prioritaires et des risques émergents. Contrairement aux scénarios consensuels, ces scénarios supplémentaires reposent sur des hypothèses aléatoires et peuvent refléter des perturbations qui feraient disparaître de manière permanente les tendances habituelles de l'activité économique.

Description des scénarios économiques

Les hypothèses économiques décrites dans la présente section ont été formulées par la banque en fonction de prévisions externes établies expressément aux fins du calcul des PCA.

Après avoir subi une contraction sans précédent en 2020, l'économie mondiale connaît une reprise en 2021. Favorisée par le bon déroulement des campagnes de vaccination, la levée des restrictions à l'égard des déplacements de la population a débuté. Les données concernant les groupes qui ont été vaccinés suggèrent que, malgré l'émergence de nouveaux variants transmissibles, les vaccins fournissent un niveau d'immunité élevé contre la COVID-19. À ce jour, il a été démontré que la vaccination permettait de réduire les hospitalisations et les décès causés par ce virus. Le déploiement rapide des programmes de vaccination joue un rôle clé dans la réouverture de l'économie et un certain redémarrage de l'industrie du voyage. L'apparition de nouveaux variants susceptibles de réduire l'efficacité des vaccins demeure un risque avec lequel il faudra encore composer.

Compte tenu de la conjoncture actuelle, les prévisions économiques sont des plus incertaines. Bien que les risques associés aux perspectives économiques soient tributaires de la progression et de la gestion de la pandémie ainsi que de la distribution des vaccins, les risques géopolitiques se font également menaçants. Ces risques englobent le non-règlement de nombreux différends entre les États-Unis et la Chine, une perte de confiance au sein du secteur des affaires de Hong Kong, l'évolution des relations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne et l'incertitude que suscitent toujours les marchés du logement au Canada.

Quatre scénarios, soit le scénario central consensuel, le scénario pessimiste consensuel, le scénario optimiste consensuel et un scénario pessimiste supplémentaire, ont servi à calculer les PCA au 30 juin 2021.

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels ainsi qu'au scénario supplémentaire.

Projections macroéconomiques^{1, 2}

	Note	Scénario central		Scénario optimiste consensuel		Scénario pessimiste consensuel		Scénario pessimiste supplémentaire			
		Moyenne quinquennale	Moyenne quinquennale	Meilleurs résultats	(T2 22)	Moyenne quinquennale	Pires résultats	(T1 22)	Moyenne quinquennale	Pires résultats	(T1 22)
30 juin 2021											
Croissance du PIB (%)		2,6	4,5	11,2	(T2 22)	1,3	(0,5)	(T1 22)	1,6	(4,6)	(T1 22)
Taux de chômage (%)		6,1	5,5	4,7	(T1 22)	6,7	8,3	(T3 21)	8,1	9,8	(T2 22)
Indice de prix des logements (%)		4,7	7,8	20,2	(T4 21)	2,8	(2,3)	(T4 22)	0,6	(16,1)	(T3 22)
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)	3	62,7	74,8	97,4	(T1 22)	54,9	43,4	(T1 22)	34,8	24,2	(T3 22)
Probabilité (%)		70		10		10		10			
31 décembre 2020											
Croissance du PIB (%)		2,9	4,4	15,8	(T2 21)	1,6	(3,6)	(T1 21)	1,9	(5,0)	(T1 21)
Taux de chômage (%)		6,8	6,2	5,3	(T3 22)	7,3	9,2	(T1 21)	8,9	11,3	(T1 21)
Indice de prix des logements (%)		2,7	3,6	5,2	(T1 21)	1,9	(1,3)	(T1 22)	1,1	(10,4)	(T4 21)
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)	3	46,6	59,1	81,0	(T4 21)	39,5	26,3	(T4 21)	29,4	17,3	(T1 22)
Probabilité (%)		70		10		10		10			

1 Les projections macroéconomiques au 30 juin 2021 sont fondées sur les moyennes de la période allant du T3 2021 au T2 2026 (moyennes de la période allant du T1 2021 au T4 2025 au 31 décembre 2020).

2 Les pires ou les meilleurs résultats renvoient au trimestre où le creux ou le sommet de la variable concernée a été enregistré, pour les deux premières années du scénario.

3 La banque tient compte de divers prix de référence du pétrole et applique celui qu'elle juge comme convenant le mieux à chaque modèle de correction de valeur pour PCA.

Probabilités attribuées dans les scénarios

La direction a attribué diverses pondérations probabilistes aux scénarios afin de refléter sa perception de la distribution des risques. Une pondération de 70 % a été attribuée au scénario central et une de 10 % l'a été à chacun des autres scénarios.

Ajustements subjectifs de la direction

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements subjectifs apportés par la direction constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte de récents événements majeurs, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit après que la direction ait examiné les modèles et mis en doute leur pertinence.

Les ajustements subjectifs que la direction a apportés afin d'estimer les PCA présentées au 30 juin 2021 sont indiqués dans le tableau suivant. Ce tableau tient compte des ajustements apportés en lien avec les limites des données et des modèles en raison de la pandémie, de récents événements majeurs et de l'élaboration et la mise en place des modèles. Il indique les ajustements applicables aux montants des PCA pondérés en fonction des scénarios. Les ajustements liés aux scénarios pessimistes ont été plus importants, les résultats étant plus incertains.

Ajustements subjectifs de la direction aux PCA¹

	Prêts de détail M\$	Prêts de gros M\$	Total M\$
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	23	104	127
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	29	—	29
30 juin 2021	52	104	156
Ajustements selon des spécialistes du crédit et ajustements des modèles	28	30	58
Ajustements au titre des données économiques prospectives et de récents événements majeurs	26	16	42
31 décembre 2020	54	46	100

¹ Les ajustements subjectifs de la direction présentés dans ce tableau reflètent des hausses des PCA.

Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies. L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la

date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la perte en cas de défaillance (« PCD ») d'un portefeuille donné l'est également.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de gros, l'analyse de sensibilité exclut les PCA et les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions au risque de crédit de détail, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

Analyse des portefeuilles de prêts de gros

Les portefeuilles ci-dessous ont été sélectionnés en fonction de leur apport aux PCA et de leur sensibilité aux facteurs macroéconomiques.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation ²	30 juin 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
PCA présentées	176	252
Scénario central consensuel	141	195
Scénario optimiste consensuel	83	115
Scénario pessimiste consensuel	213	347
Scénario pessimiste supplémentaire	433	715
Valeur comptable brute/valeur nominale ³	103 806	111 095

¹ Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.

² Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.

³ Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

Analyse des portefeuilles de prêts de détail

Les expositions modélisées au moyen de l'approche réservée aux petits portefeuilles ont été exclues de l'analyse de sensibilité.

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux prêts et avances à des clients ²	30 juin 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
PCA présentées	77	78
Scénario central consensuel	75	76
Scénario optimiste consensuel	70	72
Scénario pessimiste consensuel	80	81
Scénario pessimiste supplémentaire	90	92
Valeur comptable brute	32 938	31 154

¹ La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.

² La sensibilité des PCA ne tient compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

		Trimestre clos le							
		30 juin 2021				30 juin 2020			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Note		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
	Solde à l'ouverture de la période	49	220	160	429	58	182	144	384
	Transferts d'instruments financiers	59	(60)	1	—	20	(22)	2	—
	– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	—	—	(10)	10	—	—
	– transferts du stade 2 au stade 1	59	(59)	—	—	29	(29)	—	—
	– transferts vers le stade 3	—	(3)	3	—	—	(3)	3	—
	– transferts hors du stade 3	1	1	(2)	—	1	—	(1)	—
	Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(20)	2	—	(18)	(15)	12	—	(3)
	Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	4	—	—	4	3	—	—	3
	Variations des paramètres de risque	(21)	7	9	(5)	29	97	59	185
	Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(4)	(4)	(9)	—	(3)	—	(3)
	Actifs sortis du bilan	—	—	(19)	(19)	—	—	(16)	(16)
	Change	—	—	(1)	(1)	(1)	(3)	(2)	(6)
	Solde à la clôture de la période	70	165	146	381	94	263	187	544
	Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(38)	5	5	(28)	17	106	59	182
	Reprises	—	—	(1)	(1)	—	—	(2)	(2)
	Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(38)	5	4	(29)	17	106	57	180

1 Exclut les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

		Semestre clos le							
		30 juin 2021				30 juin 2020			
		Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
		Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Note		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
	Solde à l'ouverture de la période	56	249	148	453	47	101	118	266
	Transferts d'instruments financiers	90	(92)	2	—	24	(32)	8	—
	– transferts du stade 1 au stade 2	(4)	4	—	—	(16)	16	—	—
	– transferts du stade 2 au stade 1	93	(93)	—	—	38	(38)	—	—
	– transferts vers le stade 3	—	(5)	5	—	—	(11)	11	—
	– transferts hors du stade 3	1	2	(3)	—	2	1	(3)	—
	Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(34)	7	—	(27)	(21)	20	—	(1)
	Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	7	—	—	7	6	—	—	6
	Variations des paramètres de risque	(47)	8	31	(8)	40	178	99	317
	Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(2)	(6)	(5)	(13)	(1)	(4)	(4)	(9)
	Actifs sortis du bilan	—	—	(29)	(29)	—	—	(34)	(34)
	Change	—	(1)	(1)	(2)	(1)	—	—	(1)
	Solde à la clôture de la période	70	165	146	381	94	263	187	544
	Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(76)	9	26	(41)	24	194	95	313
	Reprises	—	—	(3)	(3)	—	—	(4)	(4)
	Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(76)	9	23	(44)	24	194	91	309

1 Exclut les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

	Au 30 juin 2021	Semestre clos le 30 juin 2021	Au 30 juin 2020	Semestre clos le 30 juin 2020
Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit		Charge/(reprise) au titre des PCA	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Tel qu'indiqué précédemment	381	(44)	544	309
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	32	(10)	47	19
Contrats de garantie de bonne exécution	8	(1)	7	2
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	(1)	1	—
Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	421	(56)	599	330

Qualité de crédit des instruments financiers*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de

la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

Classement selon la qualité	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000

Rapport de gestion

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	13 561	—	—	—	—	13 561	—	13 561
– stade 1	13 561	—	—	—	—	13 561	—	13 561
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	33 784	15 725	14 055	1 485	379	65 428	(353)	65 075
– stade 1	33 727	15 136	10 111	164	—	59 138	(60)	59 078
– stade 2	57	589	3 944	1 321	—	5 911	(147)	5 764
– stade 3	—	—	—	—	379	379	(146)	233
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 188	—	—	—	—	1 188	—	1 188
– stade 1	1 188	—	—	—	—	1 188	—	1 188
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	21 662	2 328	1 277	101	23	25 391	(32)	25 359
– stade 1	21 662	2 320	1 142	2	—	25 126	(4)	25 122
– stade 2	—	8	135	99	—	242	(5)	237
– stade 3	—	—	—	—	23	23	(23)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	70 195	18 053	15 332	1 586	402	105 568	(385)	105 183
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	66,5 %	17,1 %	14,5 %	1,5 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 210	17 573	9 972	1 166	58	44 979	(26)	44 953
– stade 1	16 011	16 757	7 013	50	—	39 831	(9)	39 822
– stade 2	199	816	2 959	1 116	—	5 090	(17)	5 073
– stade 3	—	—	—	—	58	58	—	58
Garanties financières ²	1 044	424	219	70	20	1 777	(2)	1 775
– stade 1	1 044	412	172	2	—	1 630	(1)	1 629
– stade 2	—	12	47	68	—	127	(1)	126
– stade 3	—	—	—	—	20	20	—	20
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	17 254	17 997	10 191	1 236	78	46 756	(28)	46 728
Au 30 juin 2021	87 449	36 050	25 523	2 822	480	152 324	(413)	151 911

¹ Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)*

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente	Bonne	Satisfaisante	Faible	Douteuse	Total		
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	19 325	—	—	—	—	19 325	(1)	19 324
– stade 1	19 325	—	—	—	—	19 325	(1)	19 324
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	29 753	14 679	14 357	2 145	476	61 410	(408)	61 002
– stade 1	29 590	12 284	7 624	144	—	49 642	(45)	49 597
– stade 2	163	2 395	6 733	2 001	—	11 292	(215)	11 077
– stade 3	—	—	—	—	476	476	(148)	328
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 270	—	—	—	—	1 270	—	1 270
– stade 1	1 270	—	—	—	—	1 270	—	1 270
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	23 143	2 231	1 894	153	22	27 443	(41)	27 402
– stade 1	23 107	2 004	1 412	13	—	26 536	(3)	26 533
– stade 2	36	227	482	140	—	885	(16)	869
– stade 3	—	—	—	—	22	22	(22)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	73 491	16 910	16 251	2 298	498	109 448	(450)	108 998
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	67,1 %	15,5 %	14,8 %	2,1 %	0,5 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 325	16 224	10 436	1 296	145	44 426	(42)	44 384
– stade 1	15 554	13 773	5 861	74	—	35 262	(10)	35 252
– stade 2	771	2 451	4 575	1 222	—	9 019	(32)	8 987
– stade 3	—	—	—	—	145	145	—	145
Garanties financières ²	1 163	477	264	79	2	1 985	(3)	1 982
– stade 1	1 163	469	192	10	—	1 834	(1)	1 833
– stade 2	—	8	72	69	—	149	(2)	147
– stade 3	—	—	—	—	2	2	—	2
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	17 488	16 701	10 700	1 375	147	46 411	(45)	46 366
Au 31 déc. 2020	90 979	33 611	26 951	3 673	645	155 859	(495)	155 364

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros

Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 juin 2021		31 déc. 2020	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Notes	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises				
– agriculture, foresterie et pêches	535	(3)	474	(6)
– extraction minière et exploitation de carrières ¹	1 517	(84)	1 464	(95)
– fabrication	4 591	(31)	4 448	(43)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	395	(22)	355	(1)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	115	–	115	–
– construction	757	(10)	864	(11)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	5 233	(28)	4 663	(39)
– transport et entreposage	2 840	(19)	2 723	(21)
– hébergement et restauration	1 513	(23)	1 375	(28)
– édition, audiovisuel et diffusion	840	(4)	891	(6)
– immobilier	9 245	(22)	8 454	(34)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	675	(3)	1 028	(5)
– services administratifs et de soutien	869	(9)	770	(20)
– éducation	165	–	148	–
– santé et soins	285	–	219	–
– arts, divertissements et loisirs	289	(2)	298	(1)
– autres services	210	(2)	133	–
– gouvernement	41	–	25	–
– institutions financières non bancaires	1 823	(8)	1 832	(11)
Total	31 938	(270)	30 279	(321)
Par région ²				
Canada	30 000	(258)	28 435	(304)
– Colombie-Britannique	9 413	(39)	8 819	(56)
– Ontario	10 803	(83)	10 247	(88)
– Alberta	4 931	(100)	4 820	(115)
– Québec	3 369	(20)	3 247	(29)
– Saskatchewan et Manitoba	942	(15)	904	(13)
– Provinces de l'Atlantique	542	(1)	398	(3)
États-Unis d'Amérique	890	(5)	1 119	(8)
Autres	1 048	(7)	725	(9)
Total	31 938	(270)	30 279	(321)

¹ La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 76 % de la valeur comptable brute et 95 % de la correction de valeur pour PCA au 30 juin 2021 (environ 86 % de la valeur comptable brute et 92 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2020).

² L'emplacement géographique provincial est établi en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et l'emplacement géographique à l'étranger est fondé sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

Note	Trimestre clos le								
	30 juin 2021				30 juin 2020				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
	Solde à l'ouverture de la période	36	160	142	338	48	144	127	319
	Transferts d'instruments financiers :	41	(41)	—	—	13	(15)	2	—
	– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	—	—	(10)	10	—	—
	– transferts du stade 2 au stade 1	41	(41)	—	—	23	(23)	—	—
	– transferts vers le stade 3	—	(1)	1	—	—	(2)	2	—
	– transferts hors du stade 3	1	—	(1)	—	—	—	—	—
	Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(17)	1	—	(16)	(12)	9	—	(3)
	Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	3	—	—	3	3	—	—	3
	Variations des paramètres de risque	(4)	(6)	5	(5)	25	91	57	173
	Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	(3)	(5)	—	(1)	—	(1)
	Actifs sortis du bilan	—	—	(16)	(16)	—	—	(13)	(13)
	Change	—	—	(1)	(1)	(1)	(3)	(2)	(6)
	Solde à la clôture de la période	58	113	127	298	76	225	171	472
	Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(19)	(6)	2	(23)	16	99	57	172
	Reprises sur pertes de valeur	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(19)	(6)	2	(23)	16	99	57	172

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

Note	Semestre clos le								
	30 juin 2021				30 juin 2020				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
	Solde à l'ouverture de la période	40	196	129	365	32	70	103	205
	Transferts d'instruments financiers :	63	(63)	—	—	12	(19)	7	—
	– transferts du stade 1 au stade 2	(3)	3	—	—	(15)	15	—	—
	– transferts du stade 2 au stade 1	65	(65)	—	—	26	(26)	—	—
	– transferts vers le stade 3	—	(1)	1	—	—	(8)	8	—
	– transferts hors du stade 3	1	—	(1)	—	1	—	(1)	—
	Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(28)	4	—	(24)	(13)	15	—	2
	Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	5	—	—	5	5	—	—	5
	Variations des paramètres de risque	(21)	(22)	25	(18)	41	160	89	290
	Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	(3)	(5)	—	(1)	(1)	(2)
	Actifs sortis du bilan	—	—	(23)	(23)	—	—	(27)	(27)
	Change	—	(1)	(1)	(2)	(1)	—	—	(1)
	Solde à la clôture de la période	58	113	127	298	76	225	171	472
	Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(45)	(19)	22	(42)	33	174	88	295
	Reprises sur pertes de valeur	—	—	—	—	—	—	—	—
	Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(45)	(19)	22	(42)	33	174	88	295

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

2 Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapport de gestion

En regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2020, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a diminué de 67 M\$, ou 18 %, et la variation des PCA liées à ces prêts au cours du semestre s'est traduite par une reprise de 42 M\$ à l'état du résultat net. Cette reprise a découlé principalement de l'amélioration des variables macroéconomiques prospectives à l'égard des prêts productifs, ce qui a été neutralisé en partie par une perte de valeur liée à un prêt non productif dans le secteur de l'énergie.

La reprise de 42 M\$ au titre des PCA du semestre qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une somme de 18 M\$ associée aux changements des paramètres de risque

sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, et d'un montant de 24 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette. Il n'y a eu aucune reprise sur pertes de valeur et aucune incidence imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des portefeuilles durant le semestre.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,8 % au 30 juin 2021, ce qui signale une baisse de 0,3 % comparativement à celui au 31 décembre 2020.

Prêts personnels

Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 juin 2021		31 déc. 2020	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	30 071	(41)	28 129	(42)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 436	(5)	1 550	(5)
Facilités de crédit personnel renouvelables	499	(16)	533	(16)
Autres facilités de crédit personnel	1 158	(4)	543	(5)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	287	(12)	331	(13)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	39	(5)	45	(6)
Total	33 490	(83)	31 131	(87)
Par région	¹			
Canada	33 296	(81)	30 947	(85)
– Colombie-Britannique	16 114	(34)	15 220	(36)
– Ontario	13 408	(28)	12 018	(29)
– Alberta	1 707	(8)	1 747	(9)
– Québec	1 484	(5)	1 374	(5)
– Saskatchewan et Manitoba	330	(2)	338	(2)
– Provinces de l'Atlantique	246	(4)	243	(4)
– Territoires	7	—	7	—
Autres	194	(2)	184	(2)
Total	33 490	(83)	31 131	(87)

¹ L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du client.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le							
	30 juin 2021				30 juin 2020			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période	13	60	18	91	10	38	17	65
Transferts d'instruments financiers :	18	(19)	1	—	7	(7)	—	—
– transferts du stade 1 au stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	18	(18)	—	—	6	(6)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(2)	2	—	—	(1)	1	—
– transferts hors du stade 3	—	1	(1)	—	1	—	(1)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(3)	1	—	(2)	(3)	3	—	—
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	—	—	1	—	—	—	—
Variations des paramètres de risque	(17)	13	4	—	4	6	2	12
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	(3)	(1)	(4)	—	(2)	—	(2)
Actifs sortis du bilan	—	—	(3)	(3)	—	—	(3)	(3)
Change	—	—	—	—	—	—	—	—
Solde à la clôture de la période	12	52	19	83	18	38	16	72
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(19)	11	3	(5)	1	7	2	10
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(1)	(1)	—	—	(2)	(2)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(19)	11	2	(6)	1	7	—	8

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Rapport de gestion

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Semestre clos le								
	30 juin 2021				30 juin 2020				
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
	Correction de valeur pour PCA								
Note	M\$								
Solde à l'ouverture de la période		16	53	19	88	15	31	15	61
Transferts d'instruments financiers :	2	27	(29)	2	—	12	(13)	1	—
– transferts du stade 1 au stade 2		(1)	1	—	—	(1)	1	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1		28	(28)	—	—	12	(12)	—	—
– transferts vers le stade 3		—	(4)	4	—	—	(3)	3	—
– transferts hors du stade 3		—	2	(2)	—	1	1	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	2	(6)	3	—	(3)	(8)	5	—	(3)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis		2	—	—	2	1	—	—	1
Variations des paramètres de risque		(26)	30	6	10	(1)	18	10	27
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)		(1)	(5)	(2)	(8)	(1)	(3)	(3)	(7)
Actifs sortis du bilan		—	—	(6)	(6)	—	—	(7)	(7)
Change		—	—	—	—	—	—	—	—
Solde à la clôture de la période		12	52	19	83	18	38	16	72
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période		(31)	28	4	1	(9)	20	7	18
Reprises sur pertes de valeur		—	—	(3)	(3)	—	—	(4)	(4)
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période		(31)	28	1	(2)	(9)	20	3	14

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

² Les transferts d'instruments financiers représentent des mouvements, d'un stade à l'autre, des corrections de valeur pour PCA de l'exercice antérieur en regard du classement des stades du présent exercice. La réévaluation nette représente les variations, pour le présent exercice, des corrections de valeur pour PCA, sans tenir compte des changements aux paramètres du risque de crédit et d'autres risques.

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a diminué de 5 M\$, ou 6 %, en 2021. La reprise de 2 M\$ au titre des PCA du semestre qui est présentée dans le tableau ci-dessus est constituée d'une somme de 10 M\$ liée aux changements des paramètres de risque sous-jacents, incluant l'incidence, sur la qualité du crédit, des instruments financiers transférés d'un stade à l'autre, d'un montant de 3 M\$ qui a trait aux conséquences des transferts entre les stades sur la réévaluation nette et d'un autre de 6 M\$ imputable aux fluctuations nettes sous-jacentes des portefeuilles. Des reprises sur pertes de valeur de 3 M\$ ont été constatées durant la période.

Les sorties du bilan ont surtout trait à des facilités de crédit personnel et à des prêts de détail sur cartes de crédit.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart d'entre eux sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Assurance et répartition géographique^{1, 5}

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre ²		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 208	8 %	13 119	92 %	14 327	709	100 %
Ouest canadien ⁴	709	39 %	1 122	61 %	1 831	157	100 %
Ontario	2 093	15 %	11 488	85 %	13 581	517	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	575	36 %	1 034	64 %	1 609	68	100 %
Au 30 juin 2021	4 585	15 %	26 763	85 %	31 348	1 451	100 %

	Prêts hypothécaires résidentiels ⁶				Marges de crédit sur l'avoir propre ^{2,6}		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 252	9 %	12 528	91 %	13 780	763	100 %
Ouest canadien ⁴	698	41 %	1 016	59 %	1 714	170	100 %
Ontario	2 094	18 %	9 743	82 %	11 837	555	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	557	38 %	910	62 %	1 467	70	100 %
Au 31 déc. 2020	4 601	16 %	24 197	84 %	28 798	1 558	100 %

1 La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

2 Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

3 Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

5 Les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre comprennent des prêts de gros et des prêts personnels.

6 Certains montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude.

Durée d'amortissement¹

	Prêts hypothécaires résidentiels		
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans
Au 30 juin 2021	18,9 %	60,9 %	20,2 %
Au 31 déc. 2020	20,1 %	56,0 %	23,9 %

1 La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1,2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoir propre %
Colombie-Britannique	59,7 %	54,8 %
Ouest canadien ⁴	67,0 %	66,7 %
Ontario	64,2 %	59,5 %
Québec et provinces de l'Atlantique	63,8 %	61,8 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 30 juin 2021	62,7 %	58,3 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2020	62,8 %	57,5 %

1 Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoir propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

2 Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

3 Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires

en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

Prêts douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients*

	Au			
	30 juin 2021		31 déc. 2020	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Notes	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises	258	(127)	374	(129)
– agriculture, foresterie et pêches	4	(2)	6	(4)
– extraction minière et exploitation de carrières	128	(53)	137	(56)
– fabrication	25	(14)	119	(16)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	22	(21)	—	—
– construction	10	(4)	10	(4)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	42	(17)	53	(19)
– transport et entreposage	9	(6)	7	(6)
– hébergement et restauration	—	—	5	(4)
– édition, audiovisuel et diffusion	10	(3)	12	(4)
– immobilier	3	(2)	13	(5)
– services administratifs et de soutien	4	(4)	11	(10)
– institutions financières non bancaires	1	(1)	1	(1)
Ménages	2	121	(19)	102
Prêts et avances à des banques	—	—	—	—
Total	379	(146)	476	(148)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie, lesquelles représentent environ 99 % de la valeur comptable brute et 96 % de la correction de valeur pour PCA au 30 juin 2021 (environ 99 % de la valeur comptable brute et 97 % de la correction de valeur pour PCA au 31 décembre 2020).

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

Prêts renégociés

La valeur comptable brute des prêts renégociés s'établissait à 211 M\$ au 30 juin 2021 (289 M\$ au 31 décembre 2020) et la correction de valeur pour PCA était de 40 M\$ (30 M\$ au 31 décembre 2020).

Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité s'entend du risque que la banque ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle doit obtenir ces fonds à un coût excessif. Ce risque découle des décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants.

Le risque de financement représente le risque qu'un financement considéré comme viable et qui, par conséquent, est utilisé pour financer des actifs, se révèle non viable avec le temps. Ce risque se pose lorsque le financement requis pour les positions en actifs non liquides ne peut être obtenu selon les modalités escomptées et au moment voulu.

Gestion du risque de liquidité et du risque de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2020*. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et du risque de financement de la banque se fonde sur le cadre réglementaire du ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR ») et du ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR »), et comporte aussi d'autres mesures, limites et recouvrements servant à gérer les risques qui, selon la banque, ne sont pas adéquatement couverts par le cadre réglementaire externe.

La banque continue de surveiller ces risques à la lumière des limites établies à l'égard de son degré de tolérance au risque et des paramètres de son cadre de gestion.

Le LCR moyen de la banque est passé de 176 % au trimestre précédent à 145 % pour le trimestre clos le 30 juin 2021, ce qui a résulté surtout d'une diminution des actifs liquides. Au 30 juin 2021, ces actifs avaient fléchi de 10 G\$ en regard de ceux qui étaient élevés au 31 décembre 2020, essentiellement à cause d'une baisse des dépôts des clients, d'une diminution du financement à court et long terme et d'une hausse des prêts à des clients. La banque surveille toujours de près sa liquidité afin de pouvoir composer avec l'évolution des besoins de sa clientèle et avec tout changement sur les marchés en raison de la COVID-19.

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Actif liquides¹

	Au	
	30 juin 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Niveau 1	26 949	35 684
Niveau 2a	2 201	3 061
Niveau 2b	18	10
Total	29 168	38 755

¹ Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Réglementation en matière de liquidité

Conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle, la banque est tenue d'avoir un LCR de plus de 100 % et de surveiller ses flux de trésorerie nets cumulatifs (*Net Cumulative Cash Flow* ou « NCCF »). Le LCR est un indicateur de la suffisance des liquidités sur une période de crise de 30 jours, tandis que les NCCF sont un outil qui mesure la période visée par des flux de trésorerie nets positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs. Au 30 juin 2021, la banque respectait ces deux exigences.

La banque prévoit appliquer le NSFR du BSIF en 2023. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Pour le trimestre clos le 30 juin 2021, son LCR moyen, soit 145 %, a été calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	30 juin 2021	31 mars 2021
Total des actifs liquides de haute qualité ² (M\$)	29 113	33 703
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	20 142	19 142
Ratio de liquidité à court terme (%)	145	176

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour le trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque (« VaR »)^{*}

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance de 99 %, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 18,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2021, s'est accru de 5,4 M\$ sur un an en raison surtout de l'augmentation du risque de taux d'intérêt des portefeuilles non détenus à des fins de transaction et de la plus grande granularité employée dans les scénarios sur les écarts de crédit de sorte à mieux refléter la volatilité des marchés qu'a engendrée la COVID-19. Pour cette même période, la moyenne du total de la VaR s'est chiffrée à 19,6 M\$, ayant augmenté de 8,1 M\$. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

Les campagnes de vaccination, le redémarrage de l'économie et une politique monétaire accommodante ont contribué à atténuer la volatilité des marchés et à faire baisser les taux d'intérêt à long terme au cours du trimestre. La banque a maintenu ses activités en veillant à réduire ses niveaux de risque. La diminution du risque de taux d'intérêt à la fin du trimestre a entraîné une baisse de la VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction. À la clôture du trimestre, la VaR de ces portefeuilles se chiffrait à 1 M\$, ayant diminué de 1,1 M\$, et, pour cette période, la moyenne de leur VaR était de 1,5 M\$, ayant pour ainsi dire peu changé.

Rapport de gestion

Total de la VaR*

	Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$
À la clôture de la période	18,1	12,7
Moyenne	19,6	11,5
Minimum	13,5	7,2
Maximum	23,6	19,5

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction*

	Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$
À la clôture de la période	16,8	12,5
Moyenne	20,3	11,6
Minimum	14,1	7,0
Maximum	24,6	19,1

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)*¹

	Note	Change et	Taux d'intérêt	Capitaux	Écarts de	Diversification	Total ⁴
		marchandises	M\$	propres	crédit	des portefeuilles ²	
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
De janvier à juin 2021							
À la clôture de la période		—	0,8	—	0,8	(0,6)	1,0
Moyenne		—	1,4	—	0,6	(0,5)	1,5
Minimum	3	—	0,5	—	0,3	—	0,6
Maximum	3	—	3,4	—	1,9	—	3,5
De janvier à juin 2020							
À la clôture de la période		—	2,0	—	0,7	(0,6)	2,1
Moyenne		—	1,2	—	0,5	(0,3)	1,4
Minimum	3	—	0,6	—	0,3	—	0,6
Maximum	3	0,3	2,6	—	1,4	—	2,7

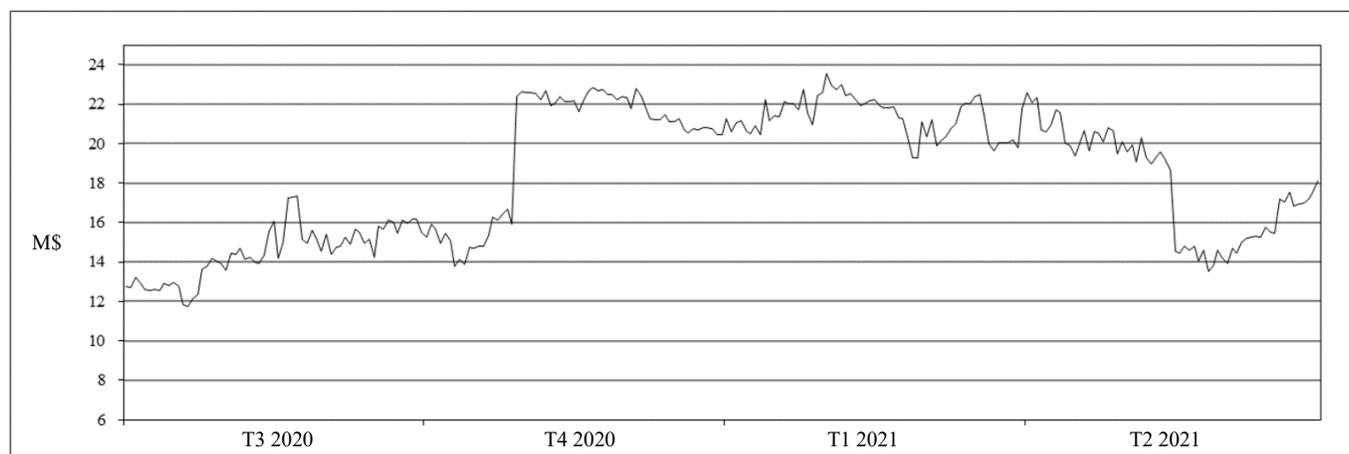
1 Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients, ce qui correspond au traitement réglementaire.

2 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt, aux capitaux propres et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total de la VaR, tous risques confondus, et le total des VaR par type de risque. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles.

3 Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent. Certains petits écarts dans les chiffres présentés résultent de l'arrondissement des montants.

4 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an¹



1 L'augmentation du total de la VaR au quatrième trimestre de 2020 a résulté en grande partie d'une hausse du niveau de granularité employé dans le scénario sur les écarts de crédit, ce qui reflète plus fidèlement la volatilité des marchés qu'a occasionnée la COVID-19.

2 La diminution du total de la VaR au deuxième trimestre de 2021 a résulté d'une émission d'obligations de Banque HSBC Canada, laquelle a réduit son risque de taux d'intérêt.

Risque structurel de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	30 juin 2021		30 juin 2020	
	Valeur économique des capitaux propres M\$	Résultat à risque M\$	Valeur économique des capitaux propres M\$	Résultat à risque M\$
Hausse de 100 points de base	(353)	249	(349)	210
Baisse de 25 points de base	78	(68)	72	(50)

¹ En raison des faibles taux d'intérêt qui prévalent actuellement, la valeur économique des capitaux propres et le résultat à risque dans le cas d'un scénario de recul ont été établis, à compter du deuxième trimestre de 2020, en fonction d'une baisse de 25 points de base.

Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

La rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion décrit les risques les plus importants auxquels la banque est exposée et qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir d'importantes répercussions sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2020* et à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction », page 4, du présent rapport de gestion pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Transition visant les TIO

Le 5 mars 2021, la Financial Conduct Authority (« FCA ») et l'administrateur du TIOL, l'International Benchmark Administrator (« IBA »), ont annoncé que la publication de 26 taux de référence du TIOL dans les cinq principales monnaies cesserait à la fin de 2021. De plus, ces organismes ont confirmé le report, au 30 juin 2023, de la date d'arrêt de publication des valeurs du TIOL en dollars américains les plus couramment utilisées. Par conséquent, le programme de transition de la banque met actuellement l'accent sur l'abandon progressif des contrats fondés sur les TIO qui ne seront plus utilisés à la fin de 2021.

En outre, certains instruments financiers qui sont présentés à la rubrique « Instruments financiers touchés par la réforme des TIO » du *Rapport et états financiers annuels 2020*, sur la base d'un arrêt de la publication des échéances du TIOL en dollars américains au 31 décembre 2021, arriveront à leur échéance contractuelle avant le 30 juin 2023.

Afin de favoriser la transition visant les TIO et tout au long de la première moitié de 2021, la banque a poursuivi ses efforts afin de pouvoir offrir des produits assortis de taux d'intérêt sans risque (« TISR ») ou de taux alternatifs et d'aider proactivement sa clientèle à se départir de leurs produits existants ayant les TIO comme taux de référence.

Capacité de proposer des produits assortis de TISR et de taux alternatifs

En ce qui a trait à la plupart des taux alternatifs, tels les taux de base ou les taux préférentiels, et les produits assortis de TISR, tous nos secteurs d'activité mondiaux ont conçu et se sont dotés des systèmes et de la capacité opérationnelle en 2020 et dans la première moitié de 2021. Il ne reste qu'un nombre restreint de produits non courants à parachever dans la seconde moitié de 2021. Au fil de l'accroissement de la liquidité des marchés, la disponibilité des produits de la banque lui a permis de conclure de nouvelles transactions mettant en jeu des taux alternatifs ou des TISR, ce qui a donné lieu à une baisse continue des expositions aux TIO dont l'échéance surviendra après 2021. La diminution, sur les marchés, des transactions mettant en jeu les TIO y a également contribué.

Transition des contrats existants

En ce qui concerne les taux de référence qui seront abandonnés en 2021, la banque s'est donné pour objectif de procéder à la transition de tous ses contrats existants fondés sur les TIO et mettant en jeu plusieurs devises d'ici le 30 septembre 2021, conformément aux lignes directrices du groupe de travail sur les TISR. À la fin de la première moitié de 2021, elle avait eu des discussions avec une grande partie de sa clientèle. Elle a communiqué avec ses clients de manière structurée, s'appuyant sur la disponibilité de ses produits et la priorisation de sa clientèle, le suivi étant fait au moyen de cibles internes. Pour établir l'ordre de priorité de ses clients, le groupe a pris en considération leur degré de conformité aux dispositions de repli, dans le cas des dérivés, prévues par le protocole de l'ISDA, lequel est entré en vigueur en janvier 2021, et les clauses de repli stipulées dans les contrats d'emprunt.

Capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du *Rapport et états financiers annuels 2020* pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Les ratios du capital réglementaire et du capital figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III, formule qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2021, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Capital réglementaire

Total du capital réglementaire*

	Notes	Au	
		30 juin 2021	31 déc. 2020
		M\$	M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	5 752	5 782
Ajustements réglementaires		(237)	(308)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	2	5 515	5 474
Capital de catégorie 1 supplémentaire admissible		1 100	1 100
Capital de catégorie 1		6 615	6 574
Capital de catégorie 2	2, 3	1 014	1 015
Total du capital		7 629	7 589

- 1 Comprennent les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.
- 2 En raison des nouvelles dispositions transitoires et, avec prise d'effet au 31 mars 2020, une partie des corrections de valeur qui auraient autrement été incluses dans le capital de catégorie 2 l'ont plutôt été dans les capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 »). L'incidence de ce changement était de 20 M\$ au 30 juin 2021.
- 3 Comprend les instruments de fonds propres devant être éliminés graduellement et les corrections de valeur.

Ratios du capital réglementaire

Actifs pondérés en fonction des risques, ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	Au	
		30 juin 2021	31 déc. 2020
		M\$	M\$
Actifs pondérés en fonction des risques	1	39 265	40 014
		%	%
Ratios du capital réglementaire réels	2		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		14,0	13,7
– ratio du capital de catégorie 1		16,8	16,4
– ratio du capital total		19,4	19,0
– ratio de levier		6,1	6,0
Exigences en matière de capital réglementaire	3		
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal		7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5

- 1 En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher devrait demeurer en vigueur jusqu'au premier trimestre de 2023.
- 2 Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.
- 3 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Semestre clos			Exercice clos le		
		30 juin 2021			31 déc. 2020		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1, 2	0,46476	548 668	1 725	0,32085	548 668	1 725
Actions privilégiées de catégorie 1	3						
- série G	4	—	—	—	0,50000	—	—
- série H	4	0,37562	20 000	500	0,39471	20 000	500
- série I		0,57500	14 000	350	1,15000	14 000	350
- série K		0,68126	10 000	250	1,36252	10 000	250

- 1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.
- 2 50 millions d'actions ordinaires ont été émises le 30 mars 2020 et leur prix de souscription a totalisé 500 M\$.
- 3 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.
- 4 Le 30 juin 2020, le porteur des actions privilégiées, série G, a exercé son option de convertir celles-ci en actions privilégiées, série H, conformément à leurs modalités et les premiers dividendes sur ces dernières ont été déclarés au troisième trimestre de 2020 et ont été versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2020 ou le premier jour ouvrable suivant.

Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2021

Au cours du deuxième trimestre de 2021, la banque a déclaré des dividendes trimestriels réguliers de 11 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation pour le deuxième trimestre de 2021 ainsi qu'un premier dividende intermédiaire de 60 M\$ sur ses actions ordinaires pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021.

Dividendes déclarés au troisième trimestre de 2021

Le 27 juillet 2021, la banque a déclaré, pour le troisième trimestre de 2021, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2021 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 septembre 2021.

Le 27 juillet 2021, la banque a également déclaré, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, un deuxième dividende intermédiaire de 100 M\$ sur ses actions ordinaires, dividende qui sera versé au plus tard le 30 septembre 2021 à l'actionnaire inscrit le 27 juillet 2021.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le troisième trimestre de 2021 et le deuxième dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2021 ont été déclarés après le 30 juin 2021, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan.

États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	42	6 Dérivés	51
État consolidé du résultat global	43	7 Placements financiers	52
Bilan consolidé	44	8 Autres actifs	52
Tableau consolidé des flux de trésorerie	45	9 Passifs détenus à des fins de transaction	52
État consolidé des variations des capitaux propres	46	10 Titres de créance émis	52
Notes annexes		11 Autres passifs	53
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	47	12 Juste valeur des instruments financiers	53
2 Produits de commissions nets	48	13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	54
3 Rémunération et avantages du personnel	48	14 Événements postérieurs à la date de clôture	54
4 Analyse sectorielle	49		
5 Actifs détenus à des fins de transaction	50		

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le		Semestre clos le	
		30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
		M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		306	249	588	567
– produits d'intérêts		446	530	897	1 198
– charges d'intérêts		(140)	(281)	(309)	(631)
Produits de commissions nets	2	196	178	392	356
– produits de commissions		221	198	446	399
– charges de commissions		(25)	(20)	(54)	(43)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		28	47	58	73
Variations de la juste valeur des autres instruments financiers devant obligatoirement être évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		3	–	3	–
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		7	14	22	30
Autres produits d'exploitation		7	14	13	22
Total du résultat d'exploitation		547	502	1 076	1 048
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – reprise/(charge)		40	(190)	56	(330)
Résultat d'exploitation net		587	312	1 132	718
Rémunération et avantages du personnel	3	(152)	(145)	(311)	(314)
Charges générales et administratives		(127)	(132)	(255)	(262)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations corporelles		(30)	(17)	(47)	(37)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(19)	(10)	(28)	(18)
Total des charges d'exploitation		(328)	(304)	(641)	(631)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		259	8	491	87
Charge d'impôt sur le résultat		(69)	(3)	(132)	(16)
Bénéfice de la période		190	5	359	71
Bénéfice (perte) attribuable :					
– à l'actionnaire ordinaire		179	(8)	337	46
– au détenteur d'actions privilégiées		11	13	22	25
Bénéfice de la période		190	5	359	71
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		548 668	548 668	548 668	524 217
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,32 \$	(0,01) \$	0,61 \$	0,09 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Bénéfice de la période	190	5	359	71
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :				
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	130	(68)	69
– profits (pertes) sur la juste valeur	8	191	(70)	123
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(7)	(14)	(22)	(30)
– pertes de crédit attendues comptabilisées dans l'état du résultat - (reprise)/charge	(1)	—	(1)	—
– impôt sur le résultat	—	(47)	25	(24)
Couvertures de flux de trésorerie	(20)	8	(56)	168
– profits (pertes) sur la juste valeur	(5)	73	(33)	308
– profits sur la juste valeur reclassés à l'état du résultat net	(22)	(62)	(43)	(79)
– impôt sur le résultat	7	(3)	20	(61)
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :				
Réévaluation des régimes à prestations définies	(4)	(24)	12	(10)
– avant l'impôt sur le résultat	(6)	(32)	16	(13)
– impôt sur le résultat	2	8	(4)	3
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	(1)	1	(4)
– Profits (pertes) sur la juste valeur	1	(1)	1	(4)
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	(23)	113	(111)	223
Résultat global total pour la période	167	118	248	294
Attribuable :				
– à l'actionnaire ordinaire	156	105	226	269
– au détenteur d'actions privilégiées	11	13	22	25
Résultat global total pour la période	167	118	248	294

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Bilan consolidé

	Notes	Au	
		30 juin 2021 M\$	31 déc. 2020 M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans des banques centrales		13 404	15 750
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		13	13
Actifs détenus à des fins de transaction	5	4 561	1 719
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		15	9
Dérivés	6	3 445	5 447
Prêts et avances à des banques		1 188	1 270
Prêts et avances à des clients		65 075	61 002
Prises en pension à des fins autres que de transaction		5 958	5 996
Placements financiers	7	13 802	19 879
Autres actifs	8	2 489	1 430
Paiements anticipés et produits à recevoir		178	196
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 343	4 043
Actifs d'impôt exigible		65	28
Immobilisations corporelles		240	277
Goodwill et immobilisations incorporelles		165	167
Actifs d'impôt différé		122	121
Total de l'actif		114 063	117 347
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		1 648	1 139
Comptes des clients		70 184	71 950
Mises en pension à des fins autres que de transaction		4 658	3 227
Effets en transit vers d'autres banques		266	181
Passifs détenus à des fins de transaction	9	3 730	1 831
Dérivés	6	3 575	5 647
Titres de créance émis	10	13 824	17 387
Autres passifs	11	4 248	3 097
Acceptations		3 352	4 062
Charges à payer et produits différés		364	523
Passifs au titre des prestations de retraite		292	310
Créances subordonnées		1 011	1 011
Provisions		59	81
Passifs d'impôt exigible		—	19
Total du passif		107 211	110 465
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 725	1 725
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		126	249
Résultats non distribués		3 901	3 808
Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire		6 852	6 882
Total du passif et des capitaux propres		114 063	117 347

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	491	87
Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et perte de valeur	75	55
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	3	4
Variation des pertes de crédit attendues	(56)	330
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	6	8
Variations des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	18	27
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(1 015)	1 728
Variation des prêts et avances à des clients	(4 045)	(614)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	1 408	(3 755)
Variation des autres actifs	(397)	(1 587)
Variation des charges à payer et des produits différés	(159)	(113)
Variation des dépôts effectués par des banques	509	384
Variation des comptes des clients	(1 766)	8 815
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	1 431	(2 872)
Variation des titres de créance émis	(3 563)	7 035
Variation des autres passifs	491	602
Impôt payé	(154)	(133)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	(6 723)	10 001
Achat de placements financiers	(1 243)	(6 227)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	7 230	8 640
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(32)	(33)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	5 955	2 380
Émission d'actions ordinaires	—	500
Dividendes versés à l'actionnaire	(277)	(185)
Remboursements de capital sur les contrats de location	(24)	(27)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	(301)	266
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 069)	12 647
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	17 279	1 357
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	16 210	14 004
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	13 404	12 743
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(253)	(168)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	1 188	1 086
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	1 790	272
Bons du Trésor et certificats de dépôt – moins de trois mois	81	71
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	16 210	14 004
Intérêts :		
Intérêts payés	(439)	(680)
Intérêts reçus	924	1 226

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves						Total des capitaux propres
	Capital-actions ¹	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres	
			M\$	M\$	M\$		
Au 1^{er} janv. 2021	2 825	3 808	108	141	249	6 882	
Bénéfice de la période	—	359	—	—	—	359	
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	12	(67)	(56)	(123)	(111)	
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(68)	—	(68)	(68)	
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	1	—	1	1	
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	(56)	(56)	(56)	
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	12	—	—	—	12	
Résultat global total pour la période	—	371	(67)	(56)	(123)	248	
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(255)	—	—	—	(255)	
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(22)	—	—	—	(22)	
Émission d'actions ordinaires	—	—	—	—	—	—	
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	(1)	—	—	—	(1)	
Au 30 juin 2021	2 825	3 901	41	85	126	6 852	

	Autres réserves						Total des capitaux propres
	Capital-actions ¹	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	Total des capitaux propres	
			M\$	M\$	M\$		
Au 1^{er} janv. 2020	2 325	3 745	36	3	39	6 109	
Bénéfice de la période	—	71	—	—	—	71	
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	(10)	65	168	233	223	
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	69	—	69	69	
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(4)	—	(4)	(4)	
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	168	168	168	
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	(10)	—	—	—	(10)	
Résultat global total pour la période	—	61	65	168	233	294	
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(160)	—	—	—	(160)	
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(25)	—	—	—	(25)	
Émission d'actions ordinaires	500	—	—	—	—	500	
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	1	—	—	—	1	
Au 30 juin 2020	2 825	3 622	101	171	272	6 719	

¹ La capital-actions se compose de 1 725 M\$ en actions ordinaires et de 1 100 M\$ en actions privilégiées.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers consolidés »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2020. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2020, lesquels figurent dans le *Rapport et états financiers annuels 2020* de la banque.

c) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

d) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat et les actifs d'impôt différé, ainsi que les obligations au titre des prestations définies constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification importante n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2020, lesquels figurent aux pages 37 et 38, 52 et 53, 87 et 88 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

e) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 30 juin 2021. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2020, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2020*.

f) Principales méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement significatif aux principales méthodes comptables de la banque qui sont présentées à la note 2 a) à r) des états financiers consolidés annuels de 2020 du *Rapport et états financiers annuels 2020* de la banque.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité mondial

	Trimestre clos le							
	30 juin 2021				30 juin 2020			
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	11	2	6	19	10	2	5	17
Produits de courtage	—	—	3	3	—	—	3	3
Cartes	5	—	12	17	3	—	9	12
Facilités de crédit	72	12	—	84	62	15	—	77
Fonds sous gestion	—	—	54	54	—	—	46	46
Importations/exportations	2	—	—	2	2	—	—	2
Commissions d'agence d'assurance	—	—	1	1	—	—	2	2
Autres	8	3	2	13	7	3	1	11
Services de paiement	7	3	1	11	7	2	1	10
Prise ferme et services-conseils	1	16	—	17	—	18	—	18
Produits de commissions	106	36	79	221	91	40	67	198
Moins les charges de commissions	(5)	(4)	(16)	(25)	(3)	(4)	(13)	(20)
Produits de commissions nets	101	32	63	196	88	36	54	178

	Semestre clos le							
	30 juin 2021				30 juin 2020			
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	21	4	9	34	20	4	9	33
Produits de courtage	—	1	9	10	—	—	7	7
Cartes	9	—	24	33	8	—	22	30
Facilités de crédit	141	27	—	168	126	29	—	155
Fonds sous gestion	—	—	106	106	—	—	94	94
Importations/exportations	5	—	—	5	4	—	—	4
Commissions d'agence d'assurance	—	—	2	2	—	—	3	3
Autres	16	6	3	25	16	7	2	25
Services de paiement	14	5	2	21	13	4	2	19
Prise ferme et services-conseils	1	41	—	42	1	28	—	29
Produits de commissions	207	84	155	446	188	72	139	399
Moins les charges de commissions	(8)	(13)	(33)	(54)	(7)	(6)	(30)	(43)
Produits de commissions nets	199	71	122	392	181	66	109	356

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2021	30 juin 2020	30 juin 2021	30 juin 2020
	M\$	M\$	M\$	M\$
Régimes à prestations définies	5	6	10	11
– régimes de retraite	3	4	7	8
– régimes autres que de retraite	2	2	3	3
Régimes de retraite à cotisations définies	9	10	17	20
Total	14	16	27	31

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 97 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquitte de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs d'activité mondiaux constituent les secteurs isolables aux termes d'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*. Les trois secteurs d'activité mondiaux sont les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés, et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité mondiaux, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le									
	30 juin 2021					30 juin 2020				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	142	30	134	—	306	131	28	108	(18)	249
Produits de commissions nets	101	32	63	—	196	88	36	54	—	178
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	9	14	7	(2)	28	6	33	9	(1)	47
Autres produits	2	—	5	10	17	4	4	9	11	28
Total du résultat d'exploitation	254	76	209	8	547	229	101	180	(8)	502
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – reprise/(charge)	28	5	7	—	40	(147)	(35)	(8)	—	(190)
Résultat d'exploitation net	282	81	216	8	587	82	66	172	(8)	312
– externe	281	79	219	8	587	103	68	139	2	312
– intersectoriel	1	2	(3)	—	—	(21)	(2)	33	(10)	—
Total des charges d'exploitation	(91)	(32)	(162)	(43)	(328)	(96)	(39)	(158)	(11)	(304)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	191	49	54	(35)	259	(14)	27	14	(19)	8

Notes annexes (non audité)

	Semestre clos le									
	30 juin 2021					30 juin 2020				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires particuliers	Centre général ¹	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires particuliers	Centre général ¹	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	269	57	262	—	588	288	67	240	(28)	567
Produits de commissions nets	199	71	122	—	392	181	66	109	—	356
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	18	26	18	(4)	58	17	34	20	2	73
Autres produits	7	3	14	14	38	9	10	18	15	52
Total du résultat d'exploitation	493	157	416	10	1 076	495	177	387	(11)	1 048
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – reprise/(charge)	36	16	4	—	56	(264)	(49)	(17)	—	(330)
Résultat d'exploitation net	529	173	420	10	1 132	231	128	370	(11)	718
– externe	538	159	424	11	1 132	273	127	314	4	718
– intersectoriel	(9)	14	(4)	(1)	—	(42)	1	56	(15)	—
Total des charges d'exploitation	(187)	(66)	(329)	(59)	(641)	(198)	(82)	(327)	(24)	(631)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	342	107	91	(49)	491	33	46	43	(35)	87

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires particuliers	Centre général ¹	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 30 juin 2021					
Prêts et avances à des clients	27 816	3 224	34 035	—	65 075
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 250	1 081	12	—	3 343
Total de l'actif externe	40 548	23 988	49 291	236	114 063
Comptes des clients	25 970	6 327	37 887	—	70 184
Acceptations	2 258	1 082	12	—	3 352
Total du passif externe	34 710	23 339	48 648	514	107 211
Au 31 déc. 2020					
Prêts et avances à des clients	25 642	3 794	31 566	—	61 002
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 687	1 344	12	—	4 043
Total de l'actif externe	41 213	29 110	46 703	321	117 347
Comptes des clients	25 188	7 959	38 803	—	71 950
Acceptations	2 703	1 347	12	—	4 062
Total du passif externe	35 345	26 228	48 505	387	110 465

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		30 juin 2021	31 déc. 2020
		M\$	M\$
Titres de créance			
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	3 366	1 486
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		965	121
– autres titres de créance		230	112
À la clôture de la période		4 561	1 719
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 989	1 012
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		2 572	707
À la clôture de la période		4 561	1 719

¹ Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

6 Dérivés

Pour une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables, il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2020* de la banque.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	146 421	64	1 527	2	1 529	1 553	—	1 553
Contrats sur taux d'intérêt	310 372	14 389	1 734	182	1 916	1 828	194	2 022
Contrats sur marchandises	4	—	—	—	—	—	—	—
Au 30 juin 2021	456 797	14 453	3 261	184	3 445	3 381	194	3 575
Contrats de change	144 349	64	1 861	—	1 861	1 913	—	1 913
Contrats sur taux d'intérêt	408 615	16 446	3 323	261	3 584	3 317	415	3 732
Contrats sur marchandises	428	—	2	—	2	2	—	2
Au 31 déc. 2020	553 392	16 510	5 186	261	5 447	5 232	415	5 647

¹ Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	30 juin 2021			31 déc. 2020		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	8 716	34	191	10 772	42	415
Total	8 716	34	191	10 772	42	415

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	30 juin 2021			31 déc. 2020		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	64	2	—	64	—	—
Risque de taux d'intérêt	5 674	148	3	5 674	219	—
Total	5 738	150	3	5 738	219	—

Notes annexes (non audité)

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		30 juin 2021	31 déc. 2020
		M\$	M\$
Titres de créance		13 791	19 873
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	8 298	11 782
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 405	2 838
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		2 645	3 502
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		443	1 751
Titres de capitaux propres		11	6
À la clôture de la période		13 802	19 879
Placements financiers			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		13 176	19 788
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		626	91
À la clôture de la période		13 802	19 879

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

	Au	
	30 juin 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Débiteurs	838	339
Comptes de règlement	1 167	614
Garantie en trésorerie	477	470
Autres	7	7
À la clôture de la période	2 489	1 430

9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	30 juin 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	3 730	1 831
À la clôture de la période	3 730	1 831

10 Titres de créance émis

	Au	
	30 juin 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	9 453	9 218
Obligations sécurisées	3 408	3 883
Instruments du marché monétaire	963	4 286
À la clôture de la période	13 824	17 387

Durée résiduelle

	Au	
	30 juin 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Moins de un an	4 005	7 456
De 1 an à 5 ans	9 699	9 896
De 5 à 10 ans	120	35
À la clôture de la période	13 824	17 387

11 Autres passifs

	Au	
	30 juin 2021	31 déc. 2020
	M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours	2 184	1 955
Obligations locatives	213	226
Créditeurs	356	282
Comptes de règlement	1 227	354
Garantie en trésorerie	228	225
Autres	34	49
Passif au titre des paiements fondés sur des actions	6	6
À la clôture de la période	4 248	3 097

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 30 juin 2021 sont les mêmes que ceux appliqués dans le *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 30 juin 2021				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	4 413	148	—	4 561
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	15	—	15
Dérivés	—	3 445	—	3 445
Placements financiers	13 775	27	—	13 802
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	3 669	61	—	3 730
Dérivés	—	3 575	—	3 575
Au 31 déc. 2020				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	1 659	60	—	1 719
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	9	—	9
Dérivés	—	5 447	—	5 447
Placements financiers	19 873	6	—	19 879
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	1 776	55	—	1 831
Dérivés	—	5 647	—	5 647

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$	Passifs détenus à des fins de transaction M\$
Trimestre clos le 30 juin 2021			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	—	15	—
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	—
Trimestre clos le 30 juin 2020			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	5	—	42
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	—

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de modifications à l'observabilité des données d'entrée et à la transparence des prix.

Notes annexes (non audité)

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites aux pages 120 et 121 du *Rapport et états financiers annuels 2020*.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		30 juin 2021		31 déc. 2020	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	65 075	65 259	61 002	61 309
Passif					
Comptes des clients		70 184	70 342	71 950	72 234
Titres de créances émis		13 824	14 072	17 387	17 792
Créances subordonnées		1 011	1 047	1 011	1 047

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 61 483 M\$ et juste valeur de 61 657 M\$.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Le 27 juillet 2021, la banque a déclaré, pour le troisième trimestre de 2021, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2021 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 septembre 2021.

Le 27 juillet 2021, la banque a également déclaré un deuxième dividende intermédiaire de 100 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice se terminant le 31 décembre 2021. Ces dividendes seront versés au plus tard le 30 septembre 2021 à l'actionnaire inscrit le 27 juillet 2021.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le troisième trimestre de 2021 et le deuxième dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2021 ont été déclarés après le 30 juin 2021, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2021.

Le 27 juillet 2021, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télec. : 604-641-3098

Toronto

Banque HSBC Canada
70, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9

Demandes des médias

Anglais :
416-868-3878
416-868-8282
416-673-6997
Français :
416-868-8282
416-673-6997

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada
Instagram : @hsbc_ca

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9

Service des relations avec les investisseurs –
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Autres ressources HSBC

Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Gestion privée de placement HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca